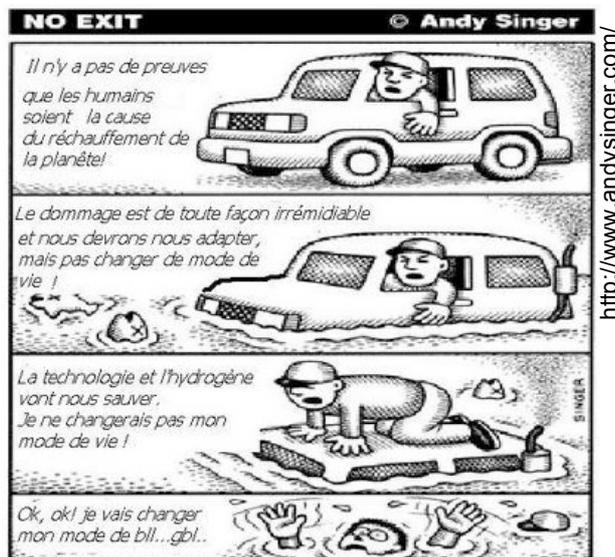


Comprendre et observer les modes de vie dans les domaines de l'énergie et du climat : quelques pistes de travail

Juin 2012



Résumé

Les comportements individuels, les choix de consommation des ménages, les modes de déplacement, le choix résidentiel... bref, tout ce qu'on appelle communément « mode de vie » est responsable d'une part importante des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif consistant à réduire notre empreinte écologique passe donc inévitablement par un questionnement sur nos « modes de vie ». Mais concrètement, que signifie cette notion ? Comment et quand est-elle apparue ? Est-il possible de définir, d'analyser, de suivre et voire même de quantifier les modes de vie, en particulier dans un domaine aussi complexe que les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre ? Ce rapport Millénaire 3 tente d'apporter des éléments de réponse à ces questions.

Sommaire

Introduction : mode de vie et consommation énergétique	2
1. Modes de vie, styles de vie : de la définition à l'observation, un tour d'horizon	3
1.1. La notion de mode de vie dans les sciences humaines et sociales	3
1.2. Les styles de vie : définitions et outils mobilisés par le marketing.....	5
1.3. L'analyse des modes de vie : un exemple dans le domaine de l'urbanisme	10
2. Les modes de vie énergétiques, du concept à l'analyse et au suivi : quelques pistes	14
2.1. Définir le concept : réflexions sur la notion de mode de vie énergétique.....	14
2.2. Etablir un protocole d'analyse adapté : du concept à l'enquête, quelques pistes	20
2.3. Analyser les résultats de l'enquête : fournir une description des « modes de vie énergétiques »	26
Conclusion et résumé	31
Bibliographie.....	32

Rédaction : **Aurélien Boutaud & Claire Harpet**
pour le compte de la Communauté urbaine de Lyon (DPDP) / 2012

GRANDLYON
communauté urbaine

Direction de la Prospective et du Dialogue Public
20 rue du Lac – BP3103
69399 Lyon Cedex 03
www.milenaire3.com

Introduction : mode de vie et consommation énergétique

A l'instar de nombreuses autres collectivités locales, la Communauté Urbaine de Lyon met en oeuvre un Plan Climat en tentant de mobiliser les principaux acteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre sur son territoire. Ce partenariat inclut bien évidemment les entreprises, les administrations ou encore les autorités en

Les modes de vie des ménages sont responsables d'une part importante des émissions de gaz à effet de serre. Mieux connaître ces modes de vie devient dès lors un enjeu important pour toute politique visant à lutter contre le changement climatique.

charge des transports. Mais l'analyse des émissions de gaz à effet de serre de l'agglomération lyonnaise fait également apparaître qu'au-delà de ces grands acteurs, aisément identifiables, il reste encore une part importante des consommations énergétiques qui relève directement du comportement des ménages (Grand Lyon, 2009).

Ces comportements dépendent des choix réalisés par tout un chacun dans des domaines aussi variés que le lieu et le type de résidence, les modes de transport utilisés ou encore le type de consommation. Autant de préférences qui relèvent de ce que l'on a coutume d'appeler les « modes de vie ». Mieux connaître ces façons d'être devient alors un élément important de toute politique qui vise à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Mais concrètement, que signifient ces notions de « styles » et « modes » de vie ? Comment et quand sont apparus ces termes ? Est-il possible de définir, d'analyser, de suivre, voire même de quantifier les modes de vie dans des domaines aussi complexes que les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre ?

La première partie de cette étude prospective s'intéresse aux termes de « styles de vie » et « modes de vie », ainsi qu'aux outils et méthodes mobilisés dans différentes disciplines. Nous verrons en particulier comment les chercheurs en marketing, en économie ou en sociologie ont abordé la question des styles de vie : quel corpus théorique a été mobilisé, quels outils d'enquête et d'analyse ont été utilisés pour définir, étudier, quantifier et suivre les modes de vie.

A partir des éléments identifiés dans le chapitre précédent, la seconde partie propose, en s'appuyant sur des exemples, quelques pistes pour définir et appréhender la notion de « mode de vie énergétique » : comment définir cette notion ? Comment élaborer un protocole d'enquête adapté ? Quels outils mobiliser pour analyser les résultats ?

1. Modes de vie, styles de vie : de la définition à l'observation, un tour d'horizon

Qu'entend-on par modes de vie ou styles de vie ? D'où viennent ces expressions et comment sont-elles reliées à d'autres concepts comme les comportements, les cultures, les *habitus*, etc. ? Comment différentes disciplines comme l'économie, la sociologie ou encore le marketing ont-elles abordé ces notions ? Et quels outils ont pu être mobilisés à la fois pour définir mais aussi pour observer et parfois même quantifier les modes de vie ? C'est ce que nous allons essayer de comprendre en nous appuyant sur quelques exemples issus des sciences humaines et sociales, du marketing et de la sociologie urbaine.

1.1. La notion de mode de vie dans les sciences humaines et sociales

Le « mode de vie » : une notion récente

Mœurs, usages, pratiques, comportements, conduites, habitudes de vie, coutumes, façons de faire et de dire, manières d'agir et de penser, *habitus*, inconscient culturel... Il existe toute une gamme de mots auxquels est régulièrement et souvent improprement rattaché le terme « mode de vie ». De nombreuses acceptions appartiennent à une époque spécifique de l'histoire sociale et ne recourent que partiellement la définition qui convient à l'expression « mode de vie », non encore inventoriée dans le Littré de la langue française et qui suscite aujourd'hui encore bien des questionnements.

Dans les sociétés dites « traditionnelles » ou « pré-modernes », on appelait « *mœurs* », les **habitudes culturelles** d'un groupe social, auxquelles étaient rattachés les **usages** et les **pratiques**. Un individu n'existait que par rapport à la société à laquelle il appartenait, appliquant un certain nombre de règles et de codes sociaux nécessaires au bon fonctionnement et à la viabilité du groupe. On pense ainsi aux structures de parenté étudiées par l'anthropologue Claude Lévi-Strauss (1949) ou au principe du « don contre don » décrit par le sociologue Marcel Mauss (1922-23). Pour ce dernier, ce sont les déterminations sociales qui modèlent le **comportement** individuel. Un individu ne peut exister par lui-même, il n'est reconnu que parce qu'il appartient à un groupe social. La société structure ainsi l'individu et conditionne sa façon de vivre.

Les déterminations sociales modèlent le comportement individuel.

À la suite de ce courant sociologique du début du 20^{ème} siècle, un autre terme, celui d'« *habitus* » porté par Pierre Bourdieu au cours de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, s'est imposé. *L'habitus* pour le sociologue, décrit un ensemble de dispositions acquises, propres à une communauté sociale. Chaque individu composant cette société est structuré par sa classe sociale d'appartenance, elle-même régie par un certain nombre de règles, de croyances et de valeurs qui influence les **manières d'être et d'agir** au monde des individus. *L'habitus* selon Bourdieu fonctionne comme un **inconscient culturel**. L'individu intériorise et applique des conduites, des comportements sans en avoir conscience.

L'habitus décrit un ensemble de dispositions acquises propres à une communauté sociale.

Zoom sur... L'*habitus* tel que défini par Pierre Bourdieu : un inconscient culturel

Pour Pierre Bourdieu : « L'*habitus* est le produit du travail d'inculcation et d'appropriation nécessaire pour que ces produits de l'histoire collective que sont les structures objectives parviennent à se reproduire, sous la forme de dispositions durables, dans tous les organismes (que l'on peut, si l'on veut, appeler individus) durablement soumis aux mêmes conditionnements, donc placés dans les mêmes conditions matérielles d'existences. » (Bourdieu, 1972 p. 282)

Si l'on s'appuie sur les définitions de *mœurs* et d'*habitus* données par les sociologues Mauss et Bourdieu au siècle dernier, il reste peu de place à l'expression et à l'initiative individuelle. C'est cette conception trop déterministe des deux termes qui les distingue principalement du concept de « mode de vie ».

La notion de « mode de vie » est donc une expression relativement récente dans les sciences humaines et sociales, née de l'époque post-industrielle (deuxième moitié du 20^{ème} siècle), au cours de laquelle les schémas classiques des structures et des comportements sociaux vont éclater et se diversifier, rendant l'étude du concept bien

Le mode de vie est quant à lui défini comme la manière de vivre, d'être et de penser d'une personne ou d'un groupe d'individu.

difficile, d'autant qu'elle nécessite un renouvellement constant face à l'évolution rapide des sociétés. Dans les années 1970, Marc Maurice et Dominique Deloménie (1976) écrivaient : « *S'intéresser au mode de vie, n'est-ce pas chercher à comprendre un ensemble de phénomènes sociaux, certes encore mal définis, mais dont on pressent l'importance et surtout qui semblent échapper aux approches habituelles « spécialisées », des sciences humaines et de la sociologie notamment ?* »

La définition la plus communément donnée aujourd'hui pour désigner la notion de « mode de vie » renvoie à « la manière de vivre, d'être et de penser d'une personne ou d'un groupe d'individu » (Wikipédia). D'emblée est intégrée la question de l'individualité. Un mode de vie peut ne concerner qu'une seule personne. L'individu ne dépend pas que de la structure sociale dont il est issu, il est lui-même en mesure d'orienter et de choisir son mode de vie. À cette définition, il convient d'ajouter un certain nombre de paramètres propres au contexte socio-environnemental des groupes ou individus étudiés.

Mode de vie ou ...Modes de vie

La notion de « mode de vie » a pris de l'importance dans les études en sciences humaines et sociales depuis une vingtaine d'années. En témoigne la création dans les années 1990 par la direction scientifique des Sciences Humaines et Sociales du CNRS d'un groupement de recherche spécialisé : le GDR « Mode de vie » (CNRS, IRESCO). Ce groupe de chercheurs, issu de disciplines en sciences humaines diverses (sociologie, ethnologie, anthropologie urbaine), s'attache à étudier la notion de mode de vie et son contenu. Travaillant sur des terrains extrêmement variés – quartiers ou collectivités locales, foyers, individus, bureaux, entreprises – et à l'aide d'outils méthodologiques propres à leurs champs disciplinaires (analyses statistiques d'enquêtes quantitatives, comptes-rendus d'entretiens ouverts ou semi-dirigés, observations participantes), ils ont dégagé quelques composantes essentielles dans la compréhension et l'approche de cette notion en construction :

- Selon que l'on utilise le terme au singulier ou au pluriel, il ne recouvre pas les mêmes structures et dimensions sociales. Lorsqu'il est utilisé au singulier, il désigne le fonctionnement et l'évolution d'une société tout entière (exemple : le mode de vie de la société post-industrielle). A contrario, lorsqu'il est utilisé au pluriel, il « envisage l'existence de logiques locales » (exemple : les modes de

vie ruraux et urbains). À cela nous pourrions ajouter les modes de vie individuels. Cette troisième nuance de l'usage du terme au pluriel se rapproche de la définition du « style de vie », qui affiche et revendique une forme de particularisme individuel.

- La notion de mode de vie peut être comparée à un « système d'activités » au sein duquel l'individu est en mesure de s'interroger sur la cohérence de ses pratiques. « *Le mode de vie se compose de plusieurs domaines d'activités observables. Les comportements qui s'y déroulent ne sont pas indépendants mais liés entre eux pour former ensemble un système* » (Ramos, 1988).
- Les acteurs sociaux construisent leur propre mode de vie qui « *résultent d'un arbitrage entre les ressources dont ils disposent et les contraintes qu'ils subissent* » (Ramos, 1988). « *La cohérence des pratiques (...) n'est pas donnée mais construite par un sujet qui s'interroge sur le sens de l'une de ses pratiques par rapport à ses autres pratiques* » (Curie, 1995). Cette approche rejoint l'idée première d'un sujet agissant, et non plus passif et dépendant d'un système social pré-établi.

« *Les cadres spatio-temporels des pratiques tels que mis en place au cours des processus d'industrialisation, craquent de toute part* » (Curie, 1995). Nous sommes face à une série de mécanismes socio-culturels qui se superposent et s'imbriquent. Ainsi le mode de vie d'un urbain peut comporter une foultitude de modes de vie spécifiques à l'échelle d'un quartier, d'un immeuble, d'une famille ou d'un individu. Étudier les modes de vie consiste donc à examiner la diversité des pratiques – diversité d'un domaine à l'autre, diversité d'un individu à l'autre – et à le ramener à des principes explicatifs, en tenant compte des changements socio-culturels. Il s'agit donc à la fois d'identifier les éléments pérennes et les éléments en mouvements dans une société en constante mutation tout en travaillant sur plusieurs niveaux d'échelles juxtaposées du fait de la globalisation des échanges d'informations et des personnes.

1. 2. Les styles de vie : définitions et outils mobilisés par le marketing

**Analyser et
« quantifier » les
modes de vie va
devenir un enjeu
central avec
l'apparition de la
société de
consommation...**

Si les Sciences humaines et sociales ont rapidement porté leur attention sur cette notion de « mode de vie », l'économie et le marketing l'ont analysée de manière plus intéressée à partir des années 1960 et 70 avec l'émergence de ce que certains ont appelé la « société de consommation » (Baudrillard, 1970). C'est notamment à ce moment que les comportements des individus ou des ménages – et en particulier les comportements de consommation – vont devenir le centre d'intérêt de nombreuses recherches à vocation opérationnelle. Plusieurs disciplines vont alors tenter de comprendre les facteurs complexes qui, au-delà des catégories sociales traditionnelles (âge, revenus, CSP, sexe, etc.) déterminent les choix des individus. En particulier, la compréhension des comportements de consommation intéresse depuis longtemps les entreprises, les responsables de marketing et les publicitaires. C'est donc assez naturellement que les spécialistes de cette discipline se sont penchés sur les déterminants des comportements de consommation : d'abord en s'intéressant aux critères classiques comme l'âge, le pouvoir d'achat, le niveau d'éducation et plus globalement ce qu'on appelle les catégories socioprofessionnelles (CSP) ; puis, au fur et à mesure que les écarts de niveau de vie se réduisaient entre CSP, il est apparu que des individus appartenant à un même groupe social pouvaient avoir des comportements opposés.

Symétriquement, des individus issus de groupes sociaux différents pouvaient se comporter de manière similaire dans de nombreux domaines. L'intérêt s'est alors porté sur d'autres déterminants transversaux, tels les valeurs et les attitudes : ce que certains auteurs ont alors appelé des « styles de vie ». Cette notion se veut alors volontairement qualitative, cherchant à compléter les concepts plus explicitement quantitatifs de « niveau de vie » et de « standard de vie » utilisés par les économistes ou les statisticiens.

Zoom sur... La notion de niveau de vie en économie et dans les statistiques

La notion de *niveau de vie* comporte une dimension quantitative. En économie, le niveau de vie renvoie essentiellement à la capacité d'un individu ou d'un ménage à accéder à des biens ou des services. En principe, ces biens et services peuvent faire l'objet d'échanges marchands ou non marchands (autoproduction ou échange, par exemple). Mais d'un point de vue statistique, toutefois, le niveau de vie est généralement considéré comme équivalant au revenu monétaire disponible – revenus d'activité, revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages et prestations sociales. L'INSEE définit ainsi le niveau de vie comme le « *revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (uc)*. *Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.*¹ »

A cette notion quantitative de niveau de vie s'ajoute en général les idées complémentaires de « qualité de vie » ou de « conditions de vie », plus délicates à définir car plus qualitatives. Le terme anglo-saxon « *standards of living* » semble inclure ces deux aspects, à la fois quantitatif et qualitatif, avec toutefois une dimension normative que suggère l'idée de standard, qui sous entend une possibilité de comparaison et de mesure. Le courant de l'économie s'intéressant au bien-être (*welfare economics*) a ainsi développé des outils et des méthodes de mesure incluant à la fois des données quantitatives monétaires, mais aussi non monétaires.

Dans les années 1970, on comprend que les déterminants du comportement de consommation sont complexes. Ils dépendent du niveau de vie (quantitatif) mais aussi de nombreux autres facteurs qualitatifs que l'on regroupe sous l'intitulé de « style de vie ».

Enfin, les notions de « modes de vie » ou « styles de vie » cherchent à explorer de manière plus transversale les combinaisons de choix et de comportements au sein d'une population, au-delà des conditions de niveau de revenus.

Styles de vie et sociostyles : origine et définitions

La notion de style de vie (*lifestyle*), telle qu'entendue dans le domaine du marketing, semble être apparue dans les années 1970, à l'initiative en particulier de plusieurs chercheurs issus du *Marketing Research* d'une grande agence de publicité étasunienne (Young & Rubicam). La notion de style de vie qu'ils ont introduit sera ensuite popularisée et développée, notamment en France par

plusieurs auteurs dont le plus connu est sans doute Bernard Cathelat (Cathelat, 1985).

La littérature a ensuite eut tendance à définir les styles de vie des individus en fonction de trois caractéristiques principales :

- les valeurs et les traits de personnalité d'un individu ;
- ses activités, centre d'intérêts, et plus globalement ses attitudes ;
- ses comportements de consommation.

Partant de là, Pierre Valette-Florence définit le style de vie d'un individu comme « *l'ensemble de son système de valeurs, de ses attitudes et activités et de son mode de consommation.* » (Valette-Florence, 1994 ; Mingot, 1999). Cela revient également à dire que les comportements de consommation sont indissociables des valeurs et des attitudes de chaque individu, d'où l'intérêt porté par les publicitaires à ces composantes du style de vie.

¹ <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/niveau-de-vie.htm>

La notion de valeur a été très discutée dans de nombreuses disciplines, allant de la philosophie à l'économie en passant par la sociologie, la psychologie ou encore la psychosociologie. Si on en croit Pierre Valette-Florence, dans le domaine du marketing ce sont les apports des psychologues qui ont été les plus décisifs, à l'instar des travaux de Milton Rokeach (1973). On entend dans ce cas par valeur (ou système de valeurs) un ensemble de « croyances durables, déterminant qu'un mode de comportement ou but de l'existence est préférable à un autre ». (Rokeach, 1973)

En marketing, le style de vie d'un individu est l'ensemble de son système de valeurs, de ses attitudes et de son mode de consommation.

Les notions d'attitude et d'activités renvoient davantage à des actions concrètes – par opposition aux valeurs. Ainsi, « une attitude est une idée chargée d'émotion qui prédispose à un type d'action face à une situation spécifique » (Triandis, 1971). Ces attitudes – ou prédispositions à agir de telle ou telle manière face à une situation donnée – ont une « composante cognitive (informationnelle), (...) affective (sentiment), et (...) conative (qui prédispose à un type d'action) » (Mingot, 1999). Enfin, ces attitudes peuvent s'appliquer lors de différentes activités durant lesquelles une même personne peut être amenée à agir différemment : le travail, les obligations domestiques, les loisirs, etc.

Observer et quantifier : deux exemples d'analyse des styles de vie

A partir de cette définition, plusieurs méthodes ont été proposées pour analyser les styles de vie. Il s'agit en général de construire des typologies de styles de vie visant à segmenter la population pour mieux identifier et comprendre les comportements et les tendances. Les études de styles de vie « cherchent à :

- *décrire la réalité sociale dans sa diversité en typologies homogènes et explicatives,*
- *diagnostiquer les courants socio-culturels qui animent les évolutions et les mutations de la société,*
- *dégager des structures explicatives des attitudes et des comportements et formuler une interprétation globale de leurs interactions. »* (Market Audit, 2012)

De manière pratique, ces études peuvent servir à cibler une clientèle – par exemple il peut s'agir d'identifier les bons réseaux de communication pour atteindre un public cible.

Pour expliquer les choix de consommation, certaines enquêtes se concentrent sur les attitudes, d'autres se fondent davantage sur les valeurs.

Afin d'expliquer les choix de consommation, certaines approches se sont axées principalement sur l'analyse des attitudes (activités, intérêts et opinions), d'autres sur les valeurs :

- L'approche par les attitudes, de type AIO : l'exemple des sociostyles du CCA

L'une des méthodes les plus connues propose de définir des typologies de style de vie des individus en étudiant leurs Activités, Intérêts et Opinions (AIO) - trois composantes supposées caractéristiques du style de vie.

Les activités sont entendues comme des actions manifestes : travail, loisir, vacances, activités associatives, sport, etc.). L'intérêt renvoie au degré d'attention porté à un objet ou une activité (famille, travail, loisir, alimentation, etc.). Enfin, les opinions désignent des points de vue ou des croyances (Plummer, 1974). Patrick Vincke (2002) en donne trois exemples typiques :

- *J'écoute souvent de la musique populaire* (activité) ;
- *Je porte beaucoup d'attention aux dernières tendances, à la mode* (intérêt) ;
- *La place d'une femme est à la maison* (opinion).

Les approches AIO utilisent cette catégorisation pour élaborer des questionnaires et tirer des conclusions sur les styles de vie. C'est notamment cette méthode AIO qu'a promu le Centre de Communication Avancé (CCA), une filiale du groupe Havas, à partir des années 1970. A l'image de son promoteur le plus médiatique, Bernard Cathelat, cette méthode de catégorisation des sociostyles connaîtra dans les années 1980-90 un certain succès dans les médias français, mais fera aussi l'objet de nombreuses critiques (Georgakakis, 1997).

Les approches basées sur les attitudes établissent des questionnaires de plusieurs centaines de questions sur les activités, intérêts et opinions (AIO) des personnes interrogées. Cela permet de construire des typologies de style de vie, mais aussi de dégager des tendances.

Comment est menée cette étude ? Le CCA procède tous les 5 à 7 ans à une vaste enquête auprès d'un échantillon de près de 2000 français, à qui sont posées plus de 900 questions « *sur leurs opinions et priorités, leurs craintes et espoirs, sur leurs comportements actuels et projetés... à travers tous les chapitres de leur vie privée et sociale, professionnelle et politique, commerciale et media... Après quoi un processus de traitement statistique en plusieurs étapes révèle l'arborescence d'une typologie de modes de vie et de pensée actuels.* » (CCA, 2012)

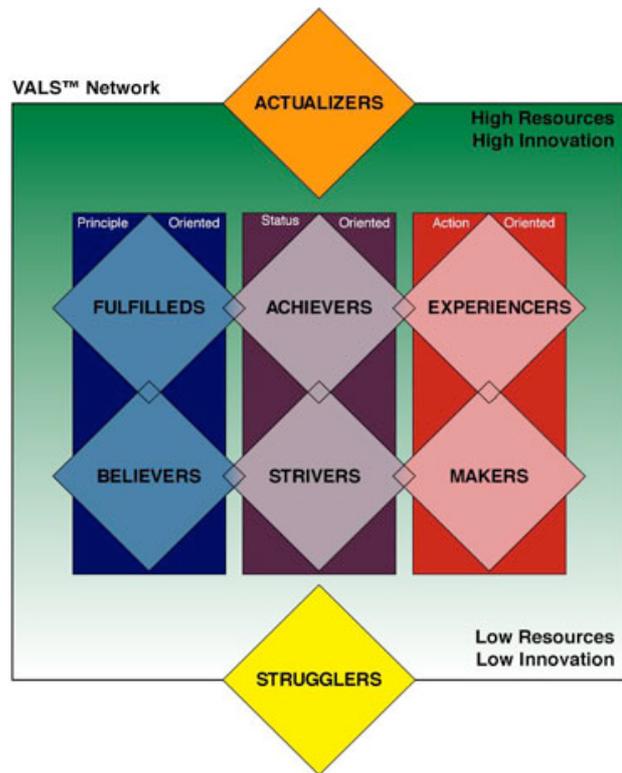
De nouvelles typologies sont construites suite à chaque enquête, permettant de répartir l'ensemble de la population en un groupe plus ou moins important de catégories ou de familles – par le biais de différents traitements statistiques, comme par exemple les classifications ascendantes hiérarchiques, que nous décrivons plus loin. Sur la base des valeurs exprimées et des comportements déclarés, l'enquête style de vie de 2010 du CCA définit ainsi, dans sa version la plus agrégée, 5 grandes catégories de style de vie (cf. tableau).

Style de vie	Caractéristiques	% population (France 2010)
« Koh Lanta »	"Ce sont les adeptes du chacun-pour-soi. Ils estiment qu'ils ne doivent rien aux autres. On retrouve dans cette catégorie des jeunes peu favorisés qui se disent prêts à tout car ils n'ont rien à perdre"	22 %
« Navarro »	"Ses membres croient à l'Etat-providence. Ils veulent du protectionnisme, de l'ordre et de la sécurité"	21 %
« MacGyver »	Prêts à se débrouiller avec deux bouts de ficelle, ses représentants se tournent vers le système D. Personnes touchées par la crise ou le surendettement. "Ils ont le sentiment vrai ou faux de déclassement".	20 %
« La vie est un long fleuve tranquille »	Les personnes les plus conservatrices, qui craignent le changement.	12 %
« Planète Thalassa »	Famille "la plus originale. Ses membres affichent une sensibilité écologique, ils ont une vision planétaire. Ils sont branchés high-tech et greentech (technologies vertes). Ils sont humanistes".	25 %

Source : basé sur un article de Laurence Girard (2009)

- L'approche par les valeurs : l'exemple de la méthode VALS du SRI International

Critiquée notamment pour ses lacunes en matières de références conceptuelles et académiques, mais aussi pour sa lourdeur, la méthode AIO s'est vue complétée dans les années 1980 par des méthodes qui abordent les styles de vie en s'appuyant davantage sur une analyse des valeurs, telles que définies notamment par Rokeach : c'est à dire, comme nous l'avons déjà évoqué, un ensemble de « croyances durables, déterminant qu'un mode de comportement ou but de l'existence est préférable à un autre ». (Rokeach, 1973)



Source: SRI Consulting Business Intelligence

L'approche par les valeurs se fonde davantage sur les motivations profondes qui déterminent les comportements des individus. Par exemple : les principes (idéologie, moral), le statut social, l'action...

approche, on peut citer la *Values, Attitudes and LifeStyles*

Segmentation (VALS), qui a été promue par Arnold Mitchell et ses collègues du *Stanford Research Institute (SRI) International*. Sa conception des styles de vie s'appuie notamment sur les travaux du psychologue Abraham Maslow – notamment sa pyramide des besoins (Maslow, 1943). Utilisant des méthodes d'enquête également basées sur des questionnaires très étoffés, cette analyse catégorise les styles de vie en fonction de deux critères fondamentaux (deux axes) que sont :

- les ressources (financières, éducatives, mais aussi liées aux capacités d'innovation) mobilisables par les individus ;
- et leurs motivations.

Ces motivations sont de trois types : les principes (personnes mues principalement par les idées, idéaux, connaissances : en bleu sur le schéma ci-joint), la reconnaissance (individus principalement motivés par le statut et la reconnaissance sociale : violet) et l'action (personnes trouvant leur motivation principale dans le fait d'agir, de s'exprimer : rouge). On obtient ainsi 6 catégories, auxquelles s'en ajoutent deux transversales (Cf. tableau).

Style de vie	Caractéristiques	% population (USA 1995)
« Innovators » ou « Actualisers »	Personnes disposant de revenus importants, très qualifiées, pour qui l'indépendance est importante. Ils construisent leur propre avis, leurs propres goûts – souvent assez élitistes, pointus.	8 %
« Fullfilleds » ou « thinkers »	Individus motivés par la connaissance, ayant un niveau d'éducation élevé et de bons revenus. Ils prennent des décisions de manière rationnelle et savent trouver les informations dont ils ont besoin. Ils sont enclins à accepter les changements sociétaux, prêts à y faire face du fait de leurs connaissances.	11 %
« Believers »	Plus sociaux mais aussi plus influençables que les « thinkers », plus sensibles au bouche à oreille et aux conseils des autres, ils sont	16 %

	également moins enclins aux changements.	
« Achievers »	Motivés avant tout par la réussite et la reconnaissance, ils désirent réussir dans leur travail aussi bien que dans leur vie familiale. Ils préfèrent en général les produits ou marques qui ont fait leur preuve.	13 %
« Strivers »	Motivés eux aussi par la reconnaissance, ils ont les mêmes valeurs mais disposent de ressources plus faibles que les achievers, qu'ils ambitionnent d'imiter.	13 %
« Experiencers »	Disposant de ressources importantes et sentant le besoin de s'exprimer et d'être (ou se sentir) différents, les experiencers sont souvent de jeunes les adultes enclins à dépenser de l'argent dans des produits ou services innovants ou à la mode.	12 %
« Makers »	Les makers ont les mêmes motivations que les experiencers (volonté de s'exprimer, d'être différent), mais ne disposent pas des mêmes ressources, ce qui les amène souvent à se replier et se recentrer sur la cellule familiale.	13 %
« Strugglers »	Disposant de peu de ressources, peu enclins à l'innovation, se sentant plus ou moins exclus.	12 %

1.3. L'analyse des modes de vie : un exemple dans le domaine de l'urbanisme

L'analyse des modes de vie s'est étendue à d'autres disciplines, par exemple en sociologie urbaine, afin de comprendre les choix résidentiels...

Si les méthodes d'analyse des styles de vie utilisées dans le domaine du marketing ont été souvent critiquées, elles ont au moins le mérite de proposer un certain nombre d'avancées méthodologiques qui ont sans doute inspiré des expériences dans d'autres domaines d'activité. Par exemple, dans le domaine de l'urbanisme, il peut être extrêmement intéressant de savoir quels sont les éléments qui déterminent les choix des ménages lorsqu'il s'agit de choisir un logement. Pour répondre à cette question, le Laboratoire de Sociologie Urbaine (LaSUR) de l'Ecole Polytechnique de Lausanne a mis en place un protocole d'analyse qui aboutit lui aussi à une segmentation permettant de décrire et comprendre les choix de résidence des individus en fonction de leur mode de vie résidentiel.

La notion de mode de vie mobilisée pour décrire la complexité des choix résidentiels

Le constat, là encore, est que l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle ou à une tranche d'âge ne suffit pas à expliquer les choix de résidence. En effet, « nous ne sommes plus dans une situation où la population a des aspirations homogènes en matière de choix résidentiels selon sa position sociale ou son type de ménage. » Par conséquent, « construire des logements ne signifie pas uniquement poser des toits sur des têtes, mais également articuler sur le territoire les différentes manières de vivre inhérentes à nos sociétés contemporaines. (...) C'est ce processus que l'on peut nommer un urbanisme des modes de vie » (Thomas et coll., 2011).

Même si le LaSUR fait alors appelle davantage à des concepts issus de l'anthropologie sociale, cette utilisation du terme « mode de vie » traduit bien, comme dans le domaine du marketing, une volonté d'élargir le champ d'analyse pour « rendre compte de l'épaisseur des choix » et de la multiplicité des facteurs qui entrent en jeu dans la détermination de ces choix.

Le mode de vie est entendu ici comme « une composition - dans le temps et l'espace - des activités et expériences qui donnent sens à la vie d'une personne. » Appliqué plus spécifiquement au domaine des choix résidentiels, « on peut distinguer trois grandes dimensions des modes de vie, relatives aux manières d'habiter le territoire, de rencontrer l'autre et d'utiliser les infrastructures. Chacune de ces dimensions renvoie à

La première étape consiste à définir ce qu'est un « mode de vie résidentiel »... et quels en sont les principaux déterminants : qualité sensible (sensibilité aux aspects esthétiques), qualité sociale (liens avec le voisinage et la vie sociale) et qualité fonctionnelle (praticité au quotidien).

une qualité de notre environnement construit et social : la qualité sensible (habiter), la qualité sociale (rencontrer), et la qualité fonctionnelle (utiliser). En fin de compte, la qualité de vie d'un lieu donné, et par conséquent son attractivité, dépend de ces trois dimensions. Elle varie en fonction du mode vie de chaque ménage. » (Thomas et coll., 2011)

Dit autrement, pour chaque ménage le choix résidentiel se fait en essayant de trouver un environnement construit dont les qualités sensibles, sociales et fonctionnelles correspondent au mieux au mode de vie désiré.

Zoom sur... la définition des déterminants du choix résidentiel selon le LaSUR

L'équipe du LaSUR a classé les déterminants du choix de la résidence des ménages en fonction de trois grandes qualités du logement, qui sont plus ou moins importantes selon les individus :

« 1. La qualité sensible est relative au sentiment d'aisance (attraction/répulsion).

Elle dépend :

- des caractéristiques des modes de vie : sensibilités de chacun (p. ex. goût pour la nature, attrait pour l'ancien, etc.) et manières d'habiter ;
- des caractéristiques de l'environnement construit : morphologie de l'environnement construit (nature/espaces verts (gradient d'urbanité), morphologie du bâti (villa/immeuble, densité, ancien/neuf, charme)).

2. La qualité sociale est relative à l'organisation des relations sociales. Elle dépend :

- des caractéristiques des modes de vie : conception des bonnes modalités du rapport à l'autre et de l'engagement dans la société (individualisme /communautarisme, ancrage social) ;
- des caractéristiques du contexte social : vie associative, convivialité de voisinage, réputation, animation, composition sociale du voisinage (diversité/homogénéité) ;
- des caractéristiques de l'environnement construit : types d'espace public (accessibilité, espaces intermédiaires, seuils, division privé/public).

3. La qualité fonctionnelle est relative au caractère pratique de nos activités quotidiennes. Elle dépend :

- des caractéristiques des modes de vie : préférences modales (voiture/transport public), ancrage de proximité des activités quotidiennes ;
 - des caractéristiques de l'environnement construit : types d'infrastructure. » (Thomas et coll., 2011)
-

Méthodologie : enquêtes qualitatives et quantitatives

Pour opérer une modélisation des modes de vie permettant d'expliquer les choix résidentiels, le LaSUR a structuré ses enquêtes autour de ces trois dimensions de la qualité de vie : sensible, sociale et fonctionnelle. Il s'agissait de comprendre comment ces différentes qualités sont ressenties et à quel point elles entrent en considération dans les choix de résidence.

La seconde étape consiste à élaborer puis mener à bien un questionnaire qualitatif, puis un questionnaire quantitatif, visant à analyser les modes de vie résidentiel tels que définis précédemment...

Pour l'étude menée sur l'agglomération de Genève, une enquête qualitative constituée de longs entretiens semi-directifs (récits de vie) a d'abord été menée auprès de 24 personnes, « sur la base d'une grille d'entretien à même de recueillir les facettes sensibles, sociales et fonctionnelles des modes de vie résidentiels des familles » afin de mieux comprendre le mode opératoire des choix résidentiels.

Cette première étape a permis d'affiner un questionnaire pour la phase suivante, qui consiste en une enquête quantitative menée sur la base d'entretiens téléphoniques auprès de 2416 ménages répartis sur le territoire.

Résultats : une typologie des modes vie résidentiels

Même si l'étude du LaSUR ne se limite pas à cela, elle a notamment permis d'élaborer une typologie des modes de vie résidentiels. Celle-ci a été réalisée en deux temps :

- Une analyse factorielle, opérée sur les critères de choix mis en avant par les ménages lors de leur dernier changement de résidence, a d'abord permis de dégager cinq axes de différenciation des préférences, c'est à dire « *cinq manières de caractériser l'environnement où l'on souhaiterait vivre* » : densité/convivialité ; élitisme/sécurité ; tranquillité ; familialisme ; et réseaux sociaux.
- Une classification ascendante hiérarchique a ensuite permis l'identification de sept modes de vie résidentiels « types », qui correspondent à un agrégat de choix et de préférences homogènes. « *En effet, un choix résidentiel ne se fait jamais sur un seul des axes mais au travers d'une combinaison et d'un arbitrage entre plusieurs axes.* » La classification a permis « *d'isoler sept groupes. Chacun de ces groupes hiérarchise les critères de localisation résidentielle de manière différente et par conséquent valorise une 'qualité de vie' différente. Le tableau synthétique ci-dessous résume les qualités fonctionnelles, sensibles et sociales de l'environnement recherché par chacun de ces modes de vie résidentiels.* » (Thomas et coll., 2011)

Enfin, les résultats des enquêtes sont analysés, permettant notamment de réaliser une typologie des comportements et des modes de vie résidentiels.

	Fonctionnel	Social	Sensible
Rationalistes (20%)	Accessibilité voiture (1), proximité du travail (2)		
Traditionnels (12%)	Proximité des écoles, transports publics	Amis (1), sécurité (2), sécurité routière (3), réputation des écoles, famille	Village proche de la ville, villa pavillonnaire
Elitaires (25%)	Accessibilité en voiture, fiscalité	Sentiment de sécurité (2), réputation du quartier (3)	Calme (1), nature, charme, villa, village, quartier résidentiel chic
Paisibles (13%)			Calme (1), nature (2), charme (3), village à la campagne, villa, quartier résidentiel chic
Urbains (10%)	Transports publics (1), proximité centre ville (3), commerces	Vie culturelle (2), vie associative, diversité sociale	Immeuble ancien, centre, coopérative
Conviviaux (14%)	Proximité des écoles (1), transports publics (2), gare, commerces	Vie associative (3), réputation école, diversité sociale	Villa pavillonnaire, centre, coopérative
Indifférents (6%)			

On notera au passage que les sept familles décrites ci-dessus se répartissent de façon assez homogène dans les différentes catégories sociales et aux différentes étapes de la vie. Autrement dit, le niveau de revenus ou l'âge sont assez peu déterminants dans l'appartenance à l'une ou l'autre des catégories, ce qui confirme l'idée selon laquelle ces facteurs ne suffisent pas à anticiper les besoins et répondre aux attentes.

Au final, dans les cas que nous avons évoqué jusqu'à présent, la nécessité de comprendre et suivre certaines tendances de mode de vie a nécessité de construire des analyses en respectant au minimum quelques étapes incontournables : la définition d'un concept clairement délimité (*style de vie, sociostyle, mode de vie résidentiel*, etc.) ; l'élaboration d'un protocole d'enquête approprié (entretiens qualitatif et/ou quantitatif) ; puis le traitement des données recueillies, pouvant aboutir à l'élaboration de typologies de styles ou modes de vie. Ces étapes peuvent nous aider à imaginer ce à quoi pourrait ressembler un protocole d'enquête et de suivi des modes de vie en matière de consommation énergétique...

2. Les modes de vie énergétiques, du concept à l'analyse et au suivi : quelques pistes

Comment essayer de définir puis analyser l'effet des modes de vie en matière de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre ? Le chapitre précédent nous a clairement montré que les travaux portant sur la segmentation des modes de vie dans différents domaines suivaient plus ou moins trois étapes :

1. La définition précise du concept de mode de vie appliqué à l'objet de recherche (par exemple les modes de vie résidentielle, les sociostyles, etc.).
2. L'établissement d'un protocole d'enquête et la réalisation de l'enquête, permettant de traduire le concept sous la forme de questionnements (questionnaires qualitatifs, quantitatifs, etc.).
3. Le travail d'analyse des résultats de l'enquête, permettant la construction de typologies de modes de vie (analyse factorielle, classification ascendante hiérarchique, etc.)

2.1. Définir le concept : réflexions sur la notion de mode de vie énergétique

La première étape devrait consister à définir plus précisément la notion de mode de vie appliquée à notre domaine de questionnement. Puisque l'objet de nos préoccupations concerne l'impact de nos modes de vie sur l'énergie et le climat, nous proposons de développer la notion de « mode de vie énergétique ».

La notion de mode de vie rattachée aux enjeux énergétiques et écologiques : aller au-delà de l'approche « CSP et revenus »

La notion de mode de vie est régulièrement mobilisée lorsqu'il s'agit d'évoquer les enjeux énergétiques ou écologiques. Le « mode de vie occidental » est en effet souvent pointé du doigt du fait de son impact écologique particulièrement élevé. Dans son ouvrage « *Comment les riches détruisent la planète* », Hervé Kempf suggère que l'une des causes premières de la tendance insoutenable de notre développement tiendrait au fait que nous érigeons le mode de vie des plus riches en modèle (Kempf, 2007).

Il existe une forte corrélation entre niveau de vie (PIB/hab ou revenus) et impact écologique...

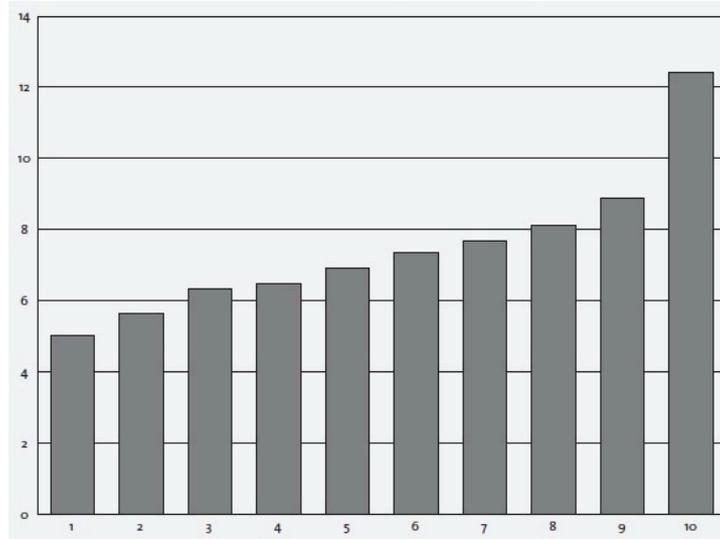
Il existe ainsi toute une littérature qui prouve la forte corrélation entre niveaux de vie et empreinte écologique, que ce soit entre pays (fonction du PIB/hab) ou au sein d'un pays (fonction des revenus des ménages) (cf. encart ci-après).

Zoom sur... Les liens entre niveaux de vie et empreinte écologique : la notion de « niveau de vie énergétique » est-elle pertinente ?

Qu'il s'agisse de consommation d'énergie, d'émissions de gaz à effet de serre ou encore d'empreinte écologique, de nombreuses études montrent que le niveau de vie et l'impact écologique d'une population sont très fortement corrélés. La comparaison entre le PIB/hab des différentes nations du monde et leur empreinte écologique est de ce point de vue symptomatique : la corrélation obtenue entre les deux variables est quasiment linéaire. On obtient des résultats très similaires en remplaçant l'empreinte écologique par l'empreinte carbone ou les consommations finales d'énergie. Autrement dit, plus un pays est riche et plus l'empreinte écologique de ses habitants est globalement élevée.

Une étude menée au Canada montre que cette répartition inégalitaire de l'empreinte écologique se vérifie également à l'intérieur d'une nation, en fonction du revenu des individus. Ainsi, au Canada, l'empreinte écologique, c'est à dire la surface de terre et de mer nécessaire pour fournir les services écologiques d'un habitant, est en moyenne de 7,5 ha. Mais les ménages appartenant au décile supérieur (les 10% les plus riches)

ont une empreinte écologique supérieure à 12 ha, soit plus de deux fois l'empreinte écologique des ménages du décile inférieur (5 ha). Une enquête menée en France par l'observatoire du bilan carbone des ménages démontre également une relation entre revenus et émissions de CO₂ (IPSOS & Logica Business Consulting, 2011).



Empreinte écologique par décile de revenus au Canada (Source : MacKenzie et coll., 2008).

Il existe donc bel et bien un lien entre niveau de vie et consommations de ressources et/ou d'énergie. A tel point que la notion de « niveau de vie énergétique » semble pouvoir être utilisée.

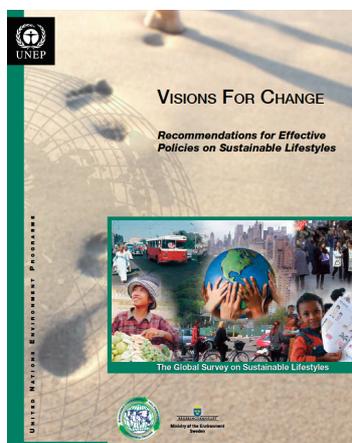
...une étude sur les modes de vie devrait dépasser l'analyse par les revenus pour comprendre comment s'opèrent les choix qui ont un impact en termes d'énergie et de GES.

Mais si le lien entre niveau de vie et empreinte écologique est indéniable, il faut là encore constater que, d'un ménage à un autre, un même niveau de vie peut se traduire par des impacts écologiques très variables. C'est alors davantage le « mode de vie » que le « niveau de vie » qui est en cause : c'est à dire un ensemble de choix relatifs par exemple au lieu de résidence, au mode de déplacement ou encore au type de logement.

L'intérêt d'une étude sur les modes de vie énergétiques est qu'elle devrait en principe permettre de dépasser l'analyse classique par les CSP et les revenus (niveaux de vie) pour essayer de comprendre comment s'opèrent les choix qui ont un impact sur la consommation d'énergie des ménages (ou leurs émissions de gaz

à effet de serre).

Zoom sur... quelques études portant sur les modes de vie écologiques et/ou soutenables



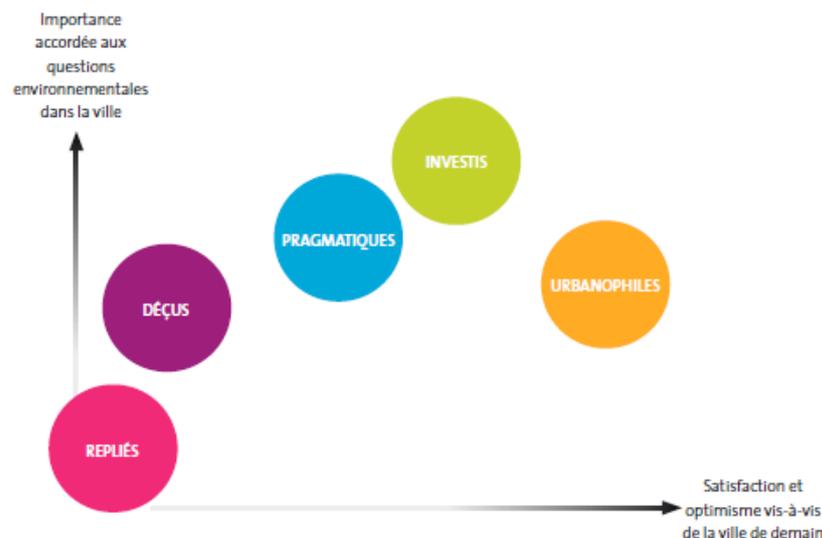
Une question importante consiste à se demander ce que l'on désire observer et suivre. En effet, la plupart des études mobilisant la notion de modes de vie en lien avec les enjeux écologiques semblent être tournées vers le recensement de pratiques exemplaires et de comportements vertueux. D'autres, plus rares, sont basées sur des déclarations et des valeurs, cherchant à identifier par exemple les modifications de mode de vie que les gens sont prêts ou non à engager.

Observer les bonnes pratiques / les comportements - Jusqu'à présent, l'essentiel des études cherchant à tisser des liens entre modes de vie et écologie vont dans le sens d'une identification des modes de vie vertueux : ce qu'on appelle parfois les « bonnes pratiques ». Autrement dit, il s'agit d'une approche par les comportements se concentrant sur les pratiques émergentes et exemplaires. C'est par exemple le cas des travaux menés dans le cadre de son Plan climat par le Grand Lyon à travers la notion de « héros ordinaires » : on cherche ici à identifier une multitude de gestes et d'initiatives à la fois très

concrets et favorables à l'environnement et/ou à la protection du climat (Boucher, 2009). Les Nations-Unies ont de leur côté également réalisé un inventaire international des modes de vie soutenables (*sustainable lifestyles*), ceux-ci étant entendus comme des modes de vie caractérisés par « *des activités de la vie quotidienne durant lesquelles des individus ou des communautés parviennent à améliorer leurs conditions de vie tout en réduisant leur empreinte écologique et améliorant la cohésion sociale*² » (UNEP, 2011). Sont ainsi présentées de très nombreuses actions concrètes relevant toutes plus ou moins de l'innovation sociale, dans des domaines aussi variés que la mobilité, le logement, l'alimentation ou encore les biens de consommation courante. Le but est ici clairement de mettre l'accent sur les innovations (les bonnes pratiques) en matière de mode de vie écologique, même si ces pratiques restent pour la plupart marginales. Mais pour passionnantes qu'elles soient, ces études ne fournissent au final qu'une idée de ce que pourraient être des modes de vie soutenables et ne s'attachent pas à décrire et catégoriser les modes de vie actuels dans leur grande diversité par rapport à ces enjeux écologiques. En effet, à insister sur les modes de vie soutenables, on laisse de côté les modes de vie insoutenables...

Observer les valeurs et les perceptions, identifier les consentements à changer - Les études menées par Véolia dans le cadre de son « *observatoire des modes de vie urbains* » vont davantage dans le sens d'une description des valeurs et des perceptions liées, entre autres choses, à l'environnement et au développement durable en milieu urbain. L'enquête menée par l'observatoire porte sur 7 grandes agglomérations situées sur tous les continents (à l'exception de l'Océanie) auprès de plus de 7000 personnes. Au-delà de leur perception de la ville et de leurs attentes, il est également demandé aux personnes interrogées ce qu'ils font, ou ce qu'ils seraient prêt à faire, pour réduire leur impact sur l'environnement local ou global. Les questions posées ont ainsi permis d'établir a posteriori une typologie des citoyens en fonction de leur ouverture aux questions environnementales et leur optimisme vis-à-vis de la ville de demain. 5 catégories de citoyens sont ainsi identifiées :

- les repliés (peu enclins à rendre leur ville plus durable car ils s'en sentent exclus) ;
- les déçus (qui subissent les externalités environnementales négatives) ;
- les pragmatiques (qui croient peu en une transformation radicale des villes mais ont intégré l'environnement comme un facteur important) ;
- les investis (conscients que les enjeux environnementaux vont changer la ville, mais confiants en leur capacité à assumer ce changement) ;
- les urbanophiles (satisfaits de leur ville et de leur mode de vie, peu inquiets des changements environnementaux). (TNS Sofres, 2010)



Typologie des citoyens selon l'Observatoire des modes de vie urbain (TNS Sofres, 2010)

Définir la notion de « mode de vie énergétique » : quelques difficultés à surmonter

Définir la notion de mode de vie énergétique est une étape délicate. Il faut en effet s'entendre sur une définition consensuelle, ce qui en comparaison des cas étudiés dans le chapitre précédent nous semble particulièrement difficile, notamment pour deux raisons :

² <http://www.sustainable-everyday.net/see/?p=7>

1. Il faut déterminer un périmètre de consommation d'énergie liée aux modes de vie - La première difficulté tient au fait que la consommation d'énergie et/ou les émissions de gaz à effet de serre des ménages peuvent être abordées selon au moins deux périmètres différents :

- soit en prenant en compte seulement les impacts directs des ménages (par exemple les consommations ou émissions liées au logement et aux déplacements) ;
- soit en prenant en compte les impacts indirects, ce qui inclut l'énergie ou les émissions de GES incorporées dans les biens de consommation et les services (par exemple l'alimentation et tous les biens consommés, même si ceux-ci sont produits en dehors du territoire concerné).

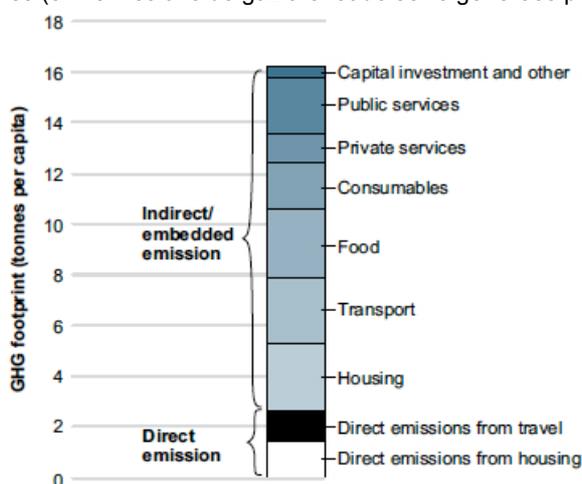
La différence entre les deux périmètres est loin d'être anecdotique : par exemple en Grande-Bretagne, une étude estime que les émissions directes de CO₂ liées aux déplacements des personnes et au logement représentent à peine plus de 15% de l'empreinte carbone des ménages (Cf. encart). Dans le cadre du plan climat du Grand

Lyon, seules les émissions directes s'opérant sur le territoire sont prises en compte dans le bilan des émissions... d'où la nécessité de déterminer clairement le périmètre que l'on cherche à couvrir.

Définir les modes de vie énergétique nécessite de s'entendre sur un périmètre de consommation énergétique : directe ou indirecte ?

Zoom sur... L'empreinte carbone : émissions directes ET indirectes de gaz à effet de serre

L'empreinte carbone d'un individu ou d'une nation comptabilise l'intégralité des émissions de gaz à effet de serre générées par la consommation finale de ce ménage ou de cette nation. L'empreinte carbone se divise ainsi en deux types de consommation : celle qui génère des émissions directes de GES, comme la combustion directe d'énergie liée au chauffage ou aux carburants (ex. : essence pour faire fonctionner une voiture) ; et celle qui génère des émissions indirectes, c'est à dire les émissions émises en amont de la consommation, lors de la phase de fabrication des produits et services consommés (ex : émissions de gaz à effet de serre générées pour fabriquer une voiture).

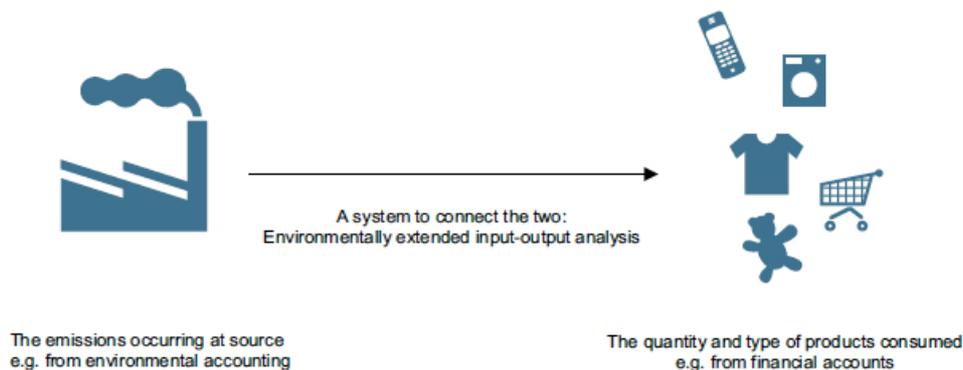


Parts respectives des émissions directes et indirectes de GES dans l'empreinte carbone d'un habitant du Royaume-Uni (source : Dawkins et coll., 2010)

Les émissions directes représentent seulement 15% de l'empreinte carbone d'un britannique. Elles sont mesurées à partir des données de consommation finale d'énergie des particuliers : il s'agit par exemple du carburant nécessaire au chauffage des logements ou au fonctionnement des véhicules particuliers.

Les émissions indirectes représentent 85% de l'empreinte carbone d'un britannique. Pour les prendre en compte, on se base en général sur des analyses de cycle de vie réalisées sur des produits (approche microéconomique) ; il est également possible d'utiliser une approche macroéconomique dont le principe général consiste à associer deux bases de données distinctes : les bases de données économiques relatives aux échanges monétaires entre

secteurs (TES) ; et celles relatives à l'impact environnemental des différents secteurs industriels, issues des outils de la comptabilité environnementale nationale (ici en tonnes équivalent CO₂).



Principe de calcul des émissions indirectes : réimputer les émissions des industries aux consommations finales (source : Dawkins et coll., 2010)

2. La consommation d'énergie est un moyen, pas une finalité – L'autre difficulté tient au fait que, contrairement au comportement de consommation ou aux choix de résidence étudiés dans le chapitre précédent, la consommation d'énergie n'est pas en soi une finalité. En effet, consommer de l'énergie n'est pas une fonction comme « habiter » ou « consommer » : c'est un moyen permettant de réaliser cette fonction (il faut de l'énergie pour se loger, pour se déplacer, pour consommer, etc.). Il en résulte que la consommation d'énergie d'un ménage ou d'un individu relève de plusieurs

Une autre difficulté tient au fait que la consommation d'énergie est présente dans presque tous nos actes : elle n'est pas une fonction mais un moyen (parmi d'autres) d'assurer une fonction (se loger, se déplacer, etc.).

fonctions pour lesquelles ce ménage ou cet individu peut avoir fait des choix qui ont des conséquences opposées sur le plan énergétique : par exemple un végétarien « locavore » qui habite un logement neuf au centre ville (fonctions « alimentation », « logement » et « déplacement » au quotidien) peut également prendre deux fois l'avion chaque année pour ses vacances et partir en voiture tous les week-ends (fonction « loisir »).

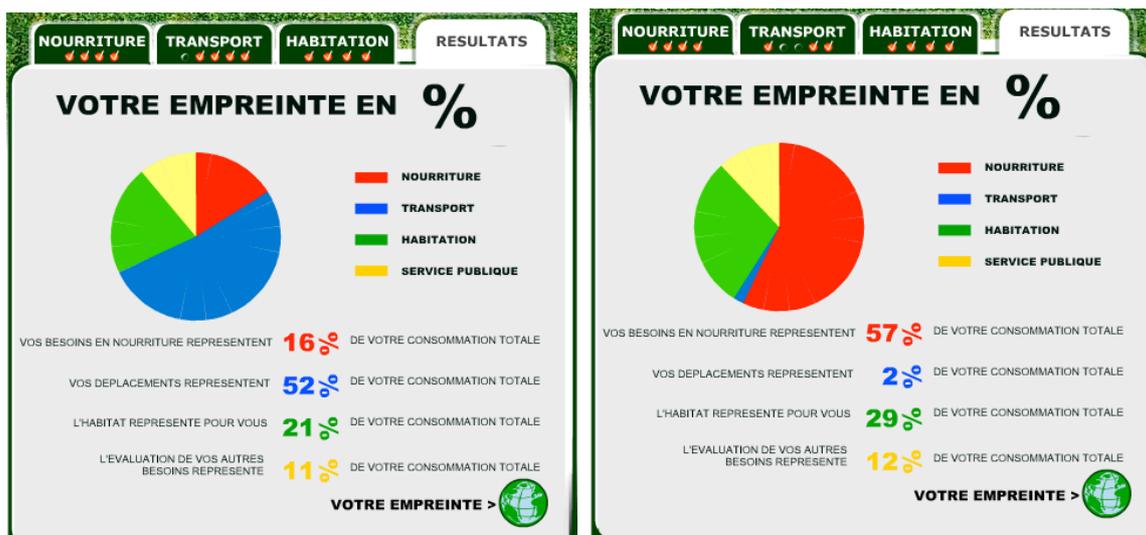
La seconde conséquence est que, pour un même « niveau de vie énergétique » (une même consommation d'énergie ou une même empreinte carbone) deux individus peuvent avoir des « modes de vie énergétiques » très différents. C'est à dire que la répartition de leur empreinte peut fortement varier d'une fonction à une autre : par exemple, deux individus X et Y peuvent avoir la même empreinte carbone, avec X ayant la majorité de son empreinte liée aux déplacements et Y la majorité de son empreinte liée à l'alimentation...

déplacements et Y la majorité de son empreinte liée à l'alimentation...

Zoom sur... du niveau de vie énergétique au mode de vie énergétique : un exemple

Afin d'illustrer la différence entre « niveau de vie énergétique » et « mode de vie énergétique », nous avons pris ici un exemple factice basé sur un calcul d'empreinte écologique individuel réalisé à partir du logiciel de calcul proposé par l'association Agir21³. Le même niveau d'empreinte écologique (2,7 planètes) est obtenu à partir de deux profils très différents. Le premier cas est celui d'un végétalien « locavore » qui habite en périphérie urbaine et utilise beaucoup sa voiture : son empreinte écologique est alors dominée à plus de 50% par les transports. Le second cas est celui d'une personne habitant le centre-ville, n'ayant pas de voiture et n'utilisant que les transports en commun... mais mangeant de la viande deux fois par jour. Son empreinte écologique est alors fortement dominée par l'alimentation. Au final, on obtient deux « niveaux de vie écologiques » très proches... mais deux modes de vie très différents !

³ http://archives.universcience.fr/francais/ala_cite/expo/tempo/planete/portail/labo/empreinte.html



Deux exemples de profils d'empreinte écologique : un même « niveau de vie écologique », mais des « modes de vie » très différents...

Les outils permettant le calcul de l'impact écologique des individus ou des ménages en fonction de leur mode de vie, comme par exemple les calculateurs d'empreinte écologique (WWF⁴, Global Footprint Network⁵) ou les bilans carbone individuels (ADEME⁶, Le climat entre nos mains⁷) fournissent des catégorisations finalement assez homogènes des fonctions de consommation. Le tableau ci-après propose une catégorisation des consommations énergétiques inspirée de ces outils, prenant en compte le comportement énergétique (impact faible / fort) et la fonction recherchée (se nourrir, se loger, se déplacer, etc.).

Fonction ↓		Comportement énergétique : Impact...	
		Faible	Fort
Consos directes	Se loger (logement)	Logement passif, t° modérée	Logement non isolé, t° élevée
	Se déplacer (mobilité)	Modes doux, TC	Tout voiture, gros véhicule
Consos indirectes	Consommer (conso. & loisirs)	Recyclage, récupération	Acheteur compulsif
	Se nourrir (alimentation)	Végétarien, locavore	Carnivore, « toutes saisons »

Sur cette base, on peut en première approche définir très sommairement le « mode de vie énergétique » comme « une composition de choix opérés par un individu ou un ménage afin de répondre à différentes fonctions (se nourrir, se loger, se déplacer, consommer et se divertir) qui génèrent directement ou indirectement une consommation plus ou moins importante d'énergie. »

Le mode de vie énergétique est donc une composition de choix opérés afin de répondre à différentes fonctions (se loger, se déplacer, se nourrir, etc.) générant une consommation d'énergie..

Evidemment, une telle définition mériterait d'être approfondie et partagée : elle n'est proposée ici qu'en guise d'illustration afin de comprendre comment pourrait se dérouler un travail d'observation visant à élaborer une typologie et un suivi des modes de vie en matière de consommation énergétique.

En résumé, on retiendra que la définition de la notion de « mode de vie énergétique » nécessite de s'entendre sur certains éléments importants, parmi lesquels :

⁴ <http://www.footprint.be/nl/>

⁵ <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/calculators/>

⁶ <http://www.leclimatentrenosmains.org/>

⁷ <http://www.calculateurcarbone.org/>

- la cellule de base considérée (ménage, individu, unité de consommation, groupe social...);
- le périmètre de définition de la consommation énergétique (incluant ou non les consommations indirectes, c'est à dire celles qui sont incorporées dans les biens et services consommés);
- la définition et le niveau d'agrégation des fonctions de consommation énergétique. Autrement dit : faut-il analyser les modes de vie à l'intérieur d'une fonction donnée (par exemple le mode de vie résidentiel), ou en prenant en compte l'ensemble des fonctions donnant lieu à une consommation énergétique (logement, déplacement, alimentation, etc.) ?

2.2. Etablir un protocole d'analyse adapté : du concept à l'enquête, quelques pistes

Une fois que l'objet de recherche est clairement délimité et la définition de cet objet suffisamment détaillée, il faut ensuite établir un protocole d'enquête. Cela nécessite au minimum :

- d'établir un échantillonnage représentatif de la population étudiée ;
- d'établir un questionnaire d'enquête adapté.

Choisir un échantillon de population représentatif

Comme nous l'avons évoqué, très souvent les travaux se référant à la notion de mode de vie en matière d'écologie cherchent soit à identifier des pratiques exemplaires (travaux sur les héros ordinaires ou les modes de vie soutenables), soit s'adressent à

Observer les modes de vie « au regard des enjeux énergétiques » suppose d'établir un échantillonnage représentatif de la population cible.

un public sensibilisé et/ou volontaire (Leclimatentrenosmains par exemple). Par définition ces populations ne sont pas représentatives. Observer les modes de vie « au regard » des enjeux écologiques ou énergétiques nécessite de porter le regard sur l'ensemble de la population observée : il faut donc chercher la meilleure représentativité possible dans l'échantillon de personnes interrogées.

Les différentes méthodes d'échantillonnage statistique étant bien documentées, nous ne nous attarderons pas dessus plus longtemps. Toutefois, dans le cas qui nous intéresse, quelques questions incontournables devront être posées lors du choix de la méthode d'échantillonnage :

- quelle population est ciblée : en particulier, s'agit-il de mener une enquête concernant les individus ou les ménages ? Et également, quel territoire est concerné (par exemple le Grand Lyon ? Au-delà ? Les habitants du Grand Lyon ou également les personnes qui y travaillent ou y étudient sans y résider) ?
- quelle méthode d'échantillonnage choisir pour obtenir une représentativité de la population cible (« population mère » ; méthode probabiliste ou non probabiliste ? échantillonnage aléatoire simple, aléatoire systématique, aléatoire stratifié... et si ce dernier cas est retenu, sur quels critères de stratification (sexe, âge, CSP, lieu de résidence, etc.) ?
- combien de personnes/ménages doivent/peuvent être interrogés (autrement dit, quel seuil de confiance désire-t-on atteindre en fonction de la taille de a « population mère ») ?
- désire-t-on effectuer un suivi dans le temps de la population interrogée (étude longitudinale nécessitant l'établissement d'une cohorte) ?

Une enquête sur les attitudes et les valeurs : qu'est-ce que cela signifie dans le domaine des consommations énergétiques ?

Les études réalisées dans le domaine du marketing sur les sociostyles nous ont montré que les questionnaires étaient à la fois très détaillés et portaient de plus en plus sur deux types de questionnement : les valeurs (ce qui motive les individus, ce qu'ils déclarent être prêts à faire, etc.) et les comportements et attitudes (ce que les individus font réellement) (Cf. Chapitre 2). Dans le domaine des consommations énergétiques ou des émissions de gaz à effet de serre (directes et indirectes), on retrouve là deux champs de questionnement potentiels :

- l'un concerne le comportement des individus et des ménages, tel qu'analysé par exemple de manière assez fouillée et détaillée dans les outils de calcul individuel d'empreinte carbone ;
- l'autre concerne les valeurs, les engagements : cela peut par exemple renvoyer à ce que les gens sont prêts à changer ou non dans leurs modes de vie, ce qui pourrait les motiver à changer, etc.

Enquêter sur les attitudes/comportements/usages : faut-il aller jusqu'à estimer l'empreinte carbone des personnes interrogées ? – Une enquête sur les comportements peut parfaitement consister à reprendre plus ou moins la structure de

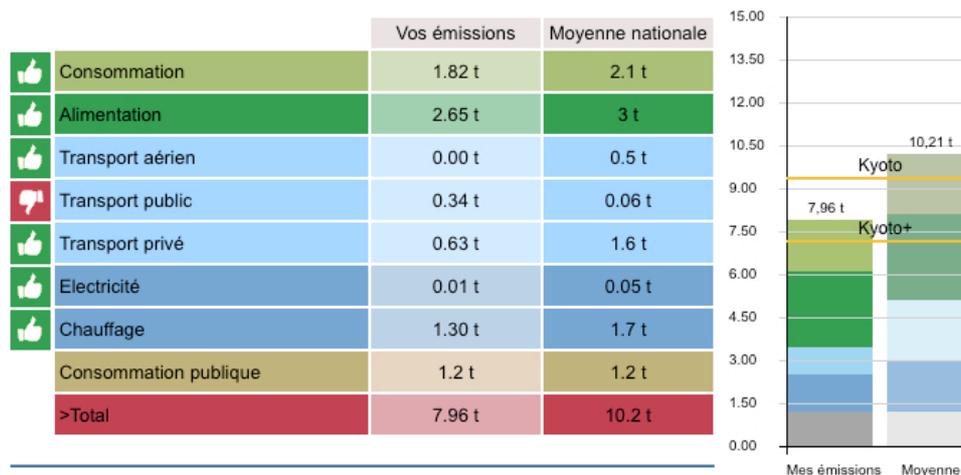
Enquêter sur les comportements énergétiques peut se faire sur la base d'un questionnaire permettant d'évaluer l'empreinte carbone des personnes interrogées.

questionnement que l'on trouve déjà dans la plupart des outils de calcul d'empreinte carbone, comme le calculateur carbone du site Internet Leclimatentrenosmains.org ou encore celui de l'ADEME. Ces outils détaillent le mode de vie d'un individu en plusieurs fonctions émettrices d'émissions de GES : le logement, la mobilité, l'alimentation, la consommation (et parfois séparément les loisirs).

Zoom sur... Le questionnaire du site Internet Leclimatentrenosmains.org

Le questionnaire élaboré par le site Internet Leclimatentrenosmains.org permet à l'internaute qui le désire d'estimer ses émissions directes et indirectes de gaz à effet de serre (en équivalent CO₂) en une quinzaine de minutes. L'outil a été élaboré par un bureau d'études spécialisé dans les bilans carbone, sur la base de la moyenne des émissions de gaz à effet de serre de la France (ou de la Suisse, selon le pays d'origine de l'internaute). Le questionnaire permet ensuite de répartir cette moyenne en fonction du comportement déclaré de la personne (écart à la moyenne) dans quatre postes de consommation : logement, mobilité, alimentation et consommation de biens & services.

	Logement	Mobilité	Alimentation	Consommation
Types de questions :	Nombre de résidents Type de logement + date de construction & isolation Surface du logement Type de chauffage + Consommation (connue ou estimée) Type d'électricité + Consommation (connue ou estimée)	Véhicule individuel : nombre, + cylindrée, + carburant, + kms parcourus par an Transports en commun kms parcourus par an Avion kms parcourus (ou heures de vol) par an	Taille et poids de la personne Activités physiques Consommation de viande (semaine) Produits locaux (part dans le total) Produits de saison (part dans le total) Surgelés (part dans le total) Agriculture biologique (part dans le total)	Quel consommateur êtes-vous ? (compulsif/économe) Critères d'achat prioritaires Hôtels, vacances (nuités/an)



Types de questions et exemple de profil issu du calculateur d'empreinte carbone du site Internet Leclimatentrenosmains

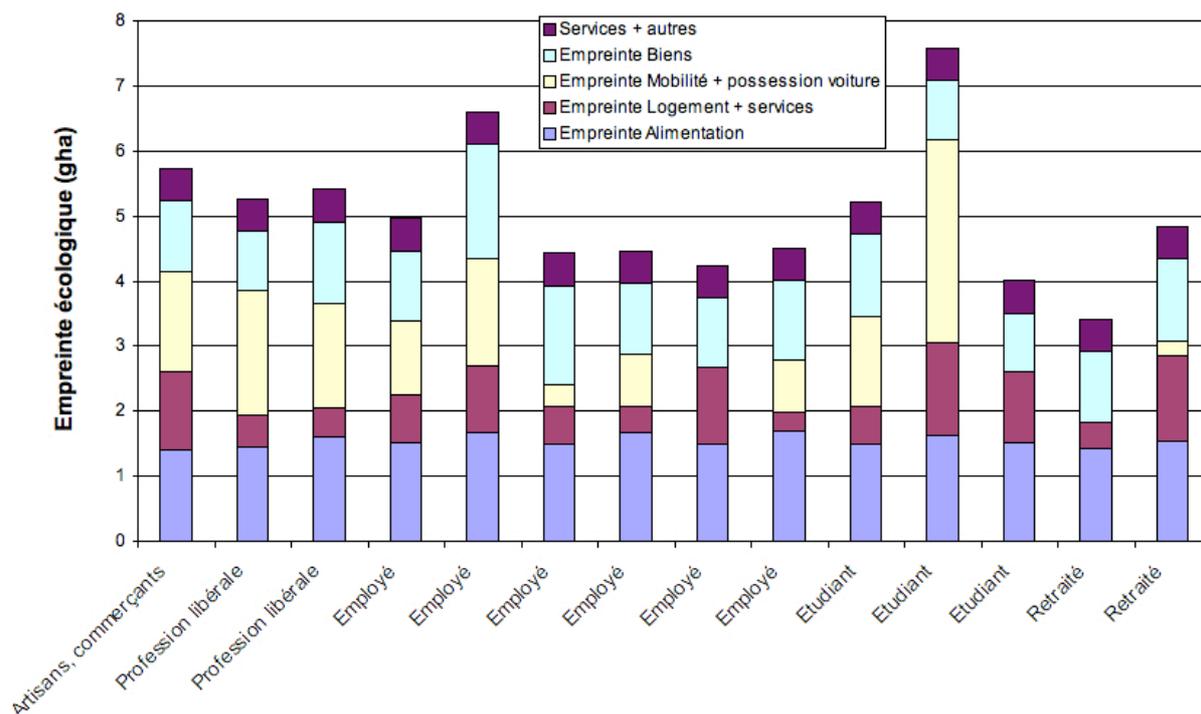
Le résultat obtenu permet de comparer les émissions de la personne par rapport à la moyenne nationale, mais également par rapport aux objectifs du protocole de Kyoto. Le profil est détaillé par poste de consommation, permettant à l'internaute de visualiser dans le détail les points forts et faibles de son profil en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

Les calculateurs d'empreinte carbone tentent d'objectiver les consommations d'énergie des individus, en se concentrant sur les pratiques effectives (au-delà des déclarations).

La plupart des outils mis en ligne utilisent un questionnaire constitué de quelques dizaines de questions (entre 10 et 40 environ) afin que l'exercice puisse être réalisé par une personne seule dans un délai allant de quelques minutes à un quart d'heure – avec possibilité parfois d'affiner le questionnement pour ceux qui disposent de plus de temps. Dans le cas d'une étude sur l'observation et le suivi des modes de vie, il n'est pas forcément nécessaire d'estimer les émissions de gaz à effet de serre des personnes interrogées : ce qui intéresse a priori est le comportement davantage que l'impact. Force est toutefois de constater que l'application d'un tel questionnaire chiffré sur un échantillon de plusieurs centaines (ou milliers) de personnes représentatives ne manquerait pas d'intérêt afin de déterminer des profils de modes de vie énergétique (d'autant que, jusqu'à présent, ces outils sont utilisés avec des publics de volontaires, plutôt sensibilisés... et pas forcément représentatifs de la population). L'autre avantage de ces questionnaires est qu'ils visent à objectiver les consommations d'énergie – on sait en effet que les revenus les plus élevés ont l'empreinte écologique la moins favorable alors que ce sont également eux qui déclarent faire le plus de gestes en faveur de l'environnement. Il nous semble donc que l'élaboration de la partie du questionnaire portant sur les usages peut largement s'inspirer de certains outils existants parmi ceux qui essaient de quantifier les impacts.

Zoom sur... Une étude menée sur l'empreinte écologique des habitants d'un quartier

Une étude menée en 2007 par l'Ecole des Mines de Saint-Etienne avait permis de calculer l'empreinte écologique d'un échantillon d'une quinzaine de ménages vivant dans le quartier Jacquard, à Saint-Etienne. Un entretien de plus d'une heure en moyenne avait été mené en face à face sur la base d'un questionnaire précis, comprenant une cinquantaine de questions relatives à différents postes de consommation (alimentation, logement, déplacements, biens et services). Le questionnaire étant trop détaillé, et faute de moyens suffisants alloués à l'enquête, il n'avait alors pas été possible de viser une réelle représentativité des habitants ; néanmoins, les résultats avaient montré des différences notables entre ménages en fonction des habitudes et des pratiques de chacun. L'empreinte écologique totale des habitants interrogés allait ainsi du simple au double, avec des variations très fortes au sein de certains secteurs de consommation, notamment dans le domaine des transports. L'étude avait également permis de proposer des pistes de réduction de l'empreinte écologique des habitants et d'estimer l'impact des aménagements prévus par la ville (ENSM-SE et coll., 2007).



Empreinte écologique d'une quinzaine de personnes interrogées dans le cadre de l'étude du quartier Jacquard, à Saint-Etienne (ENSM-SE et coll., 2007)

Evidemment, avec sa cinquantaine de variables, le questionnaire retenu dans cette étude semble trop précis pour être étendu à un échantillon représentatif de population, particulièrement à l'échelle d'une agglomération – ce qui suppose au minimum plusieurs centaines de personnes. On peut d'ailleurs en dire autant d'une autre étude qualitative que nous évoquerons plus tard, menée par le bureau d'étude TEC (2012), et qui utilise un questionnaire d'analyse carbone individuel assez pointu – qui plus est accompagné d'une enquête qualitative. Un questionnaire quantitatif d'estimation de l'empreinte carbone des habitants devrait dans ce cas se limiter sans doute aux variables les plus significatives, afin de réduire le nombre de questions à une quinzaine environ.

Enquêter sur les valeurs et les motivations – Au-delà des comportements effectifs, une autre partie du questionnaire peut porter sur les valeurs et les motivations, afin notamment de comprendre ce qui détermine prioritairement les choix et ce qui peut éventuellement les faire évoluer. Là encore, certains outils mis en ligne (Leclimatentrenosmains.org) et certaines enquêtes prennent en compte cette dimension.

L'observatoire des modes de vie urbain de Véolia propose par exemple un questionnaire qui aborde les questions relatives aux enjeux écologiques et énergétiques de deux façons : d'abord en essayant d'analyser le positionnement des individus par rapport aux enjeux écologiques ; ensuite en analysant le degré d'acceptabilité de certains changements de comportements en faveur de l'environnement (TNS Sofres, 2010).

Idéalement, le questionnement sur les pratiques doit toutefois s'accompagner d'un questionnement sur les valeurs et les motivations.

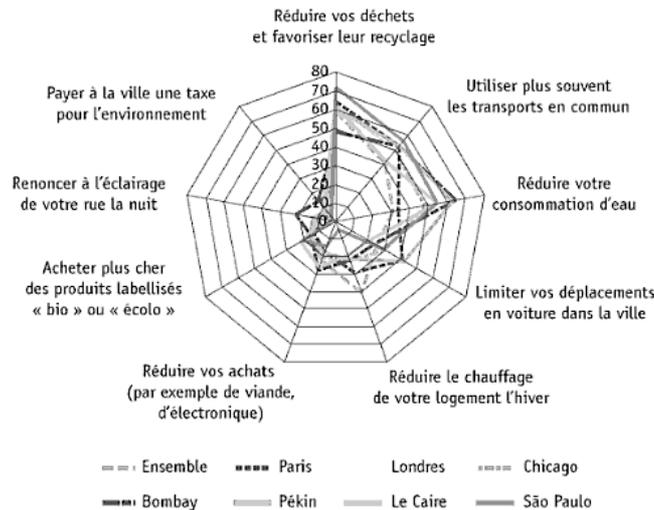
Sur ce dernier point, certains sites Internet explorent également quelques pistes de travail intéressantes. En plus d'un calculateur de bilan carbone individuel, Leclimatentrenosmains.org propose par exemple à l'internaute un certain nombre de gestes, parmi les plus significatifs, qui lui permettent de réduire son empreinte carbone : on dispose ainsi de quelques statistiques permettant d'identifier ce

que les internautes s'engagent plus facilement à faire, et ce qui au contraire leur semble plus difficile ou inadapté. Une étude récemment menée auprès des utilisateurs

du site permettra par ailleurs de mieux comprendre les motivations des personnes, les freins, les blocages, etc. (travail en cours⁸).

Zoom sur... Le consentement à changer son mode de vie énergétique : quelques exemples

L'étude menée dans le cadre de l'observatoire des modes de vie urbains par Véolia et la TNS Sofres aborde la question écologique sous l'angle des valeurs et des représentations. Elle pose également la question du consentement au changement en demandant aux personnes interrogées si elles sont prêtes à modifier leurs comportements (et donc une partie de leur mode de vie) dans un certain nombre de domaines liés à la vie quotidienne.



Disposition des habitants à adopter des comportements pour l'environnement (en %) (Source : Damon J., 2011)

Dans le même esprit, mais sur la base d'une population « non représentative », le site Internet Leclimatentrenosmains.org permet d'accéder à une liste de gestes que les plus de 4000 internautes aujourd'hui inscrits se sont engagés à faire. Il faut toutefois préciser que toutes les actions ne sont pas proposées à chaque internaute : seules les plus pertinentes eu égard au profil énergétique de chacun ont été retenues. Mais cette liste donne toutefois une idée de la difficulté plus ou moins importante des personnes à s'engager pour telle ou telle action. Par exemple, adopter une conduite écologique ou prévoir l'achat d'une voiture moins gourmande en carburant sont les deux solutions qui arrivent en tête des décisions prises par les internautes... tandis que l'abandon de la voiture individuelle arrive parmi les gestes les moins retenus.

- 2024 -> J'adopte une conduite écologique
- 1695 -> Au moment de changer de véhicule, je choisis le modèle le plus écologique possible
- 1570 -> Je fais mes courses le plus possible à pied, à vélo ou en transports collectifs
- 1522 -> Je choisis des fruits et légumes locaux et de saison
- 1513 -> Je me rends au travail/à l'école à pied, à vélo ou en transports collectifs
- 1041 -> Si je déménage, j'opte pour une vie quotidienne plus écologique
- 961 -> Je règle la température de mon logement à 19° C
- 949 -> Au moment de changer ma chaudière, je choisis le modèle le plus écologique possible
- 914 -> Je m'engage à rester au minimum Kyoto-compatible et à donner mes tuyaux pour y parvenir
- 859 -> Pour mes loisirs ou mes vacances, je prends aussi congé de ma voiture
- 769 -> Je m'engage à rester au minimum Kyoto-compatible+ et à donner mes tuyaux pour y parvenir
- 735 -> J'achète moins
- 676 -> Je fais isoler mon logement
- 652 -> Je limite ma consommation de viande à deux fois par semaine au plus
- 575 -> J'achète des produits de meilleure qualité
- 347 -> J'utilise moins d'espace chauffé
- 264 -> Je renonce à prendre l'avion à des fins touristiques pour l'année à venir
- 247 -> Je renonce à ma voiture individuelle
- 240 -> J'utilise l'énergie solaire pour chauffer mon eau
- 71 -> Je remplace le plus souvent possible le bœuf et le veau par du porc ou du poulet local

Hit parade des actions les plus choisies par les internautes du site Leclimatentrenosmains.org pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

⁸ Entretien téléphonique avec Sylvia Generoso du 13 juin 2012.

D'autres études sur des sujets proches ont pu être menées en France et en Europe, synthétisées dans un récent rapport du CGDD (2011). Il apparaît que dans tous les cas, le coût de l'engagement est évidemment très variable d'un individu à un autre : à chacun ses priorités, ses choix, ses valeurs... bref, à chacun son mode de vie !

Au final, il nous semble en tout cas pertinent d'explorer la piste d'un questionnement à deux niveaux :

- l'un portant sur les attitudes/comportements/usages/pratiques, interrogeant les pratiques des personnes dans les domaines de consommation énergétiques traditionnels (logement et habitation pour les consommations directes ; et éventuellement autres consommations et alimentation pour les consommations indirectes). Ce questionnaire peut prendre la forme d'un calcul simplifié d'empreinte carbone ;
- l'autre portant sur les valeurs/représentations/motivations/opinions, interrogeant par exemple les personnes sur les déterminants profonds de leurs choix, leur sensibilité à l'égard des questions énergétiques et climatiques, ou encore le degré d'acceptabilité d'une modification de leurs comportements. Cette seconde partie du questionnaire est sans doute plus délicate à construire et mériterait peut-être une phase d'entretiens qualitatifs préalable à l'enquête quantitative (ou pour le moins une analyse bibliographique plus poussée afin d'identifier les questions les plus déterminantes dans la définition des valeurs et des représentations liées aux choix de consommation).

Le traitement des données relatives aux valeurs/opinions et aux pratiques/comportements devrait permettre de faire émerger des profils de mode de vie énergétique.

Le croisement de ces deux niveaux d'information devrait permettre de faire émerger des profils comparables aux « sociostyles » (chapitre 2) mais adaptés à la problématique énergie/climat (« climato-styles » ? « écolostyles » ?)

Zoom sur... Un exemple d'enquête croisant opinions et pratiques : gare au mécanisme de « désirabilité sociale » et aux « petits gestes » !

Le Commissariat Général au Développement Durable a publié en 2011 une synthèse des résultats de plusieurs études portant sur « les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011 » (SOeS, 2011). Parmi les études proches de nos préoccupations, il faut citer l'Enquête de conjoncture auprès des ménages (Camme), réalisée par téléphone chaque mois auprès d'environ 2000 individus. Cette enquête sur la consommation est en effet parfois complétée par des questions portant sur des thématiques précises, comme par exemple les opinions et pratiques en matière d'environnement.

La plateforme environnement de l'enquête est composée de 20 questions, portant à la fois sur les opinions (points de vue, prises de position) et les pratiques (comportements déclarés). Dans les faits, la partie « opinions » se limite essentiellement à la perception des enjeux écologiques (par exemple : « lesquels vous semblent prioritaires ? ») ; La partie « pratiques » est un peu plus détaillée, et même si elle est loin d'être exhaustive elle permet toutefois de préciser parmi quelques gestes proposés ceux que les personnes interrogées déclarent pratiquer. L'INSEE prévient toutefois que les chiffres en question sont probablement surévalués du fait d'un mécanisme de « désirabilité sociale » fréquemment observé sur des enquêtes d'opinions portant sur l'environnement (mise en conformité du geste déclaré avec le discours mis en avant). Il s'agit là d'un biais à prendre en compte dans la construction du questionnaire, en particulier pour l'articulation entre la partie « attitudes/comportements/usages » et la partie « valeurs/représentations/motivations » (Poupat B., 2011).

Enfin, une autre étude tirée du document du CGDD susmentionné nous invite à encore davantage de défiance, puisqu'elle met en évidence que « ce sont les caractéristiques socio-économiques qui influencent le plus l'adoption de gestes concrets, les « bonnes » pratiques étant plus répandues parmi les ménages aisés. » (Greffet, 2011) Or nous avons pu constater que le niveau de vie est également directement corrélé à l'empreinte écologique des ménages (MacKenzie et coll., 2008). Si bien que l'on peut dire, au regard de ces deux études, que les plus hauts revenus sont à la fois ceux qui adoptent le plus facilement des gestes favorables à l'environnement... et ceux qui ont la plus forte empreinte écologique ! Où l'on voit que le questionnement sur les

comportements a tout intérêt à être fondé le plus possible sur une analyse « objectivable » des consommations d'énergie, et le moins possible sur des déclarations relatives aux « petits gestes » ou autres « bonnes pratiques ».

2.3. Analyser les résultats de l'enquête : fournir une description des « modes de vie énergétiques »

Dans l'hypothèse d'une enquête portant sur deux niveaux de questionnements (opinions et comportements, par exemple), établi sur la base d'un échantillon qui cherche à être représentatif (en termes de CSP, de revenus, d'âge ou encore de lieu de résidence), on obtiendrait au final trois catégories de données potentiellement utilisables :

- des informations générales sur les personnes ou ménages interrogés (CSP, âge, revenus, lieu de vie, etc.) : c'est à dire *grosso modo* « qui ils sont » ;
- des informations relatives aux pratiques et comportements des personnes ou ménages (profil énergétique ou bilan carbone, par exemple) : autrement dit « ce qu'ils font » ;
- des informations relatives aux opinions et aux valeurs : c'est à dire « ce qu'ils pensent et ce qui les motive ».

Le traitement des données de l'enquête peut ensuite se faire à l'intérieur de chaque groupe de questions (opinions ou pratiques), mais aussi en croisant les différents types de questions (opinions et pratiques) en essayant de dégager des corrélations ou établir des groupes homogènes.

Par exemple, l'étude sur les pratiques environnementales SOeS/IPSOS (2010) a intégré quelques questions relatives aux opinions et perceptions, qui ont permis de construire des typologies d'opinion sur les enjeux relatifs à l'environnement.

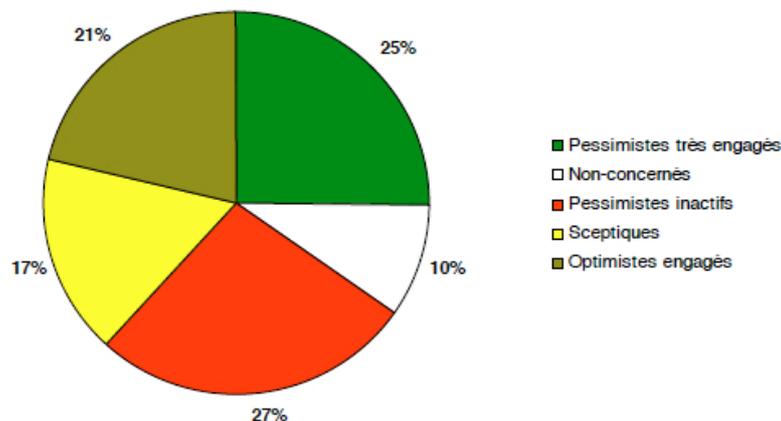
Ces typologies d'opinion ont ensuite été croisées avec les déclarations relatives aux pratiques environnementales, ce qui a permis de mettre en évidence d'éventuelles corrélations entre opinions et pratiques.

Le traitement des données peut se faire sur la base du questionnement des pratiques (profil énergétique), sur la base des opinions exprimées, ou sur la base d'un croisement des deux types de variables (comportement et opinions).

Zoom sur... L'étude sur les pratiques environnementales SOeS/IPSOS : traitement et résultat des données relatives aux opinions

En 2010, dans le cadre de l'enquête sur les pratiques environnementales, huit questions sur les opinions ont été posées aux français (SOeS/IPSOS, 2010 ; Greffet, 2011b). Cette démarche avait pour but de croiser les données relatives aux pratiques, objets de l'enquête traditionnelle, avec les opinions des personnes interrogées, dans l'espoir d'observer les liens entre ces deux éléments (les pratiques déclarées et les opinions).

Le premier travail a consisté à réaliser des groupes d'opinion à partir des données relatives aux CSP/âge/revenus et des huit questions relatives aux opinions, dont trois portaient sur la qualité perçue de l'environnement (aux échelles locale, nationale et mondiale) et cinq sur des enjeux de perception plus spécifique (par ex. : « le réchauffement climatique est un fait scientifiquement prouvé », « les menaces sur l'environnement sont exagérées » ou encore « il ne sert à rien que je fasse des efforts si les autres ne font pas de même »). Sur le plan méthodologique, le SOeS note que « Classifier, c'est regrouper entre eux des objets similaires selon tel ou tel critère. Les diverses techniques de classification visent toutes à répartir n individus, caractérisés par p variables X_1, X_2, \dots, X_p en un certain nombre m de sous-groupes aussi homogènes que possible. Ici, les classes d'opinion ont été identifiées à l'aide de cette méthode à partir des questions relatives à l'opinion. Cette classification a permis de regrouper les ménages dans des classes homogènes et bien différentes entre elles : ces classes sont basées sur les ressemblances et différences entre les ménages par rapport à leurs opinions sur l'environnement. » Le SOeS obtient ainsi 5 catégories de personnes :



- « **◆ Les pessimistes très engagés** : les individus de cette classe sont marqués par un fort engagement en faveur de l'environnement mais ne jugent pas très bon l'état de ce dernier. Aucun individu de cette classe ne pense que l'environnement dans le monde est bon ; 81 % pensent qu'il est mauvais ; 72 % d'entre eux pensent que tout ce que nous faisons dans la vie moderne nuit à l'environnement. Un tiers d'entre eux a adopté plus de 11 bonnes pratiques contre 27 % dans la population totale. Profil : ménages disposant de revenus supérieurs à 3 000 €/mois, prêts à faire un effort pour l'environnement, même si cela leur coûte plus cher et qui jugent l'état de l'environnement plutôt mauvais.
- **◆ Les non-concernés** : 43 % d'entre eux déclarent ne pas vouloir faire ce qui est bon pour l'environnement si cela doit leur coûter de l'argent. Ils nient les problèmes environnementaux ou ne se prononcent pas à ce sujet : 28 % pensent que le réchauffement climatique n'est pas prouvé et 72 % d'entre eux ne se prononcent pas sur ce sujet. 17 % d'entre eux ont adopté moins de 6 pratiques et 25 % plus de 11 pratiques contre respectivement 16 % et 27 % dans l'ensemble de la population. Profil : couples de retraités se désintéressant des problèmes de l'environnement.
- **◆ Les pessimistes inactifs** : 87 % des individus de cette classe pensent que l'état de l'environnement dans le monde est mauvais et 38 % qu'il est mauvais en France. 92 % d'entre eux estiment que tout ce que nous faisons dans la vie moderne nuit à l'environnement. Ils pensent que chaque effort est utile pour la protection de l'environnement mais ils déclarent ne pas faire ce qu'il faut pour l'environnement. 20 % d'entre eux ont adopté moins de 6 pratiques et 24 % plus de 11 pratiques. Profil : familles dont les revenus sont compris entre 2 000 et 3 000 €/mois, conscientes des problèmes de l'environnement mais qui ne veulent/peuvent pas faire d'effort pour l'environnement (manque de temps, manque d'argent...).
- **◆ Les sceptiques** : pour un quart d'entre eux, le réchauffement climatique n'est pas un fait scientifiquement prouvé et 74 % pensent que les menaces sur l'environnement sont exagérées. Pour eux, il est inutile d'oeuvrer pour la protection de l'environnement si les autres ne font pas de même. 23 % d'entre eux ont adopté moins de 6 pratiques et 20 % plus de 11 pratiques. Profil : retraités qui doutent de ce qui leur est dit sur l'environnement mais qui agissent quand même de temps en temps en faveur de l'environnement, par conscience citoyenne, du moment que cela ne leur coûte pas trop cher.
- **◆ Les optimistes engagés** : les trois quarts d'entre eux agissent en fonction de l'environnement même si cela leur coûte plus d'argent. Ils estiment que l'état de l'environnement est bon dans leur commune (à 55 %) et en France (à 42 %) et moyen dans le monde (à 84 %). Pour plus d'un tiers d'entre eux, la vie moderne ne nuit pas à l'environnement. 13 % d'entre eux ont adopté moins de 6 pratiques et 29 % plus de 11 pratiques. Profil : ménages disposant de revenus supérieurs à 3 000 €/mois, prêts à faire un effort pour l'environnement, même si cela leur coûte plus cher, et qui jugent l'état de l'environnement plutôt bon. »

Ces catégories obtenues à partir des données relatives aux opinions permettent ensuite de vérifier à quel point les pratiques déclarées sont corrélées ou non avec les opinions. Pour ce faire, « l'analyse de l'influence de l'opinion a été réalisée à l'aide de régressions logistiques. Cette méthode permet d'évaluer l'effet de chaque classe et donc des variables d'opinion sur le nombre de pratiques adoptées. En isolant chaque modalité, il est possible d'estimer son influence par rapport à une situation de référence, toutes choses égales par ailleurs. Les écarts sont donc mesurés entre deux ménages qui ne diffèrent que par cette caractéristique. » On peut ainsi constater que certains gestes sont plus facilement assimilés par telle ou telle catégorie de personnes, ou encore que tel groupe a intégré davantage de « bonnes pratiques » que tel ou tel autre...

Classes d'opinion	Répartition de la population (en %)	Répartition des individus ayant adopté 6 pratiques et moins (en %)	Écart à la probabilité de référence pour 6 pratiques et moins	Répartition des individus ayant adopté 11 pratiques et plus (en %)	Écart à la probabilité de référence pour 11 pratiques et plus
Optimistes engagés	21	17	-50 %	23	+69 %
Non-concernés	10	10	ns	9	ns
Pessimistes inactifs	27	34	ns	24	ns
Pessimistes très engagés	25	16	-60 %	32	+123 %
Sceptiques	17	23	Référence	12	Référence

Le lien entre l'adoption des pratiques environnementales et la classe d'opinion (SOeS/IPSOS 2011)

Dans le cas que nous venons d'évoquer, la typologie est construite sur la base du questionnaire sur les opinions – et ensuite seulement une corrélation avec les comportements est recherchée, sous la forme d'écart à la moyenne par exemple. De la même manière, on peut construire une typologie sur la base du questionnaire sur les pratiques/comportements (on obtient alors des profils de comportement, comme par exemple les outils d'empreinte écologique ou bilan carbone individuels évoqués plus haut). Mais une autre possibilité consiste à établir des typologies à partir des corrélations constatées entre l'ensemble des réponses (opinions et pratiques) ou des sous-ensembles de réponses.

L'étude du LaSUR évoquée dans le second chapitre à propos des « modes de vie urbain » illustre le type d'analyse des données mobilisables dans ce genre d'étude quantitative. Rappelons que deux étapes de traitement des données ont principalement été opérées par le LaSUR pour établir des groupes homogènes :

- une analyse factorielle a d'abord été opérée sur les critères de choix mis en avant par les ménages lors de leur changement de résidence, permettant de définir cinq axes de différenciation des préférences, c'est à dire « *cinq manières de caractériser l'environnement où l'on souhaiterait vivre* » : densité/convivialité ; élitisme/sécurité ; tranquillité ; familialisme ; et réseaux sociaux.
- une classification ascendante hiérarchique (ACH) a ensuite permis l'identification de sept modes de vie résidentiels « types », qui correspondent à un agrégat de choix et de préférences homogènes. Le constat étant qu' « *un choix résidentiel ne se fait jamais sur un seul des axes mais au travers d'une combinaison et d'un arbitrage entre plusieurs axes.* » La classification permet ainsi « *d'isoler sept groupes. Chacun de ces groupes hiérarchise les critères de localisation résidentielle de manière différente et par conséquent valorise une 'qualité de vie' différente.* » (Thomas et coll., 2011)

Analyse factorielle, Classification Ascendante Hiérarchique, Analyses de Correspondances Multiples... Plusieurs méthodes de traitement des données peuvent être mobilisées afin de identifier les corrélations et/ou faire émerger des groupes d'individus homogènes.

Mais d'autres outils ou méthodes, comme par exemple les analyses de correspondances multiples (ACM), peuvent être mobilisés afin de dégager des corrélations, le but étant dans tous les cas d'établir des groupes plus ou moins homogènes de « modes de vie énergétiques ».

En conclusion, on retiendra que l'observation des modes de vie dans le domaine de la consommation énergétique peut sans doute s'inspirer largement d'études menées dans d'autres disciplines en termes de méthodes d'enquête et d'analyse (échantillonnage, établissement du questionnaire, analyse des données)... à condition toutefois d'adapter ces méthodes :

- en commençant par définir de manière précise la notion de « mode de vie énergétique » ;
- en cherchant autant que possible à établir un « profil » énergétique assez précis de chaque personne ou ménage interrogé (quantité approximative d'énergie consommée et répartition de cette consommation par fonction : déplacements, habitat, alimentation, biens et services, etc.) afin d'éviter le biais important introduit par les déclarations sur les « bons gestes » ;
- en croisant ces données de consommation (liées aux « pratiques et comportements ») avec des données relatives aux « opinions et valeurs », afin de comprendre comment et pourquoi sont opérés les choix de consommation d'énergie (ce qui relève du choix ou de la contrainte, ce qui détermine les choix au-delà du critère énergétique ou écologique, ce qui apparaît comme négociable ou non, etc.).

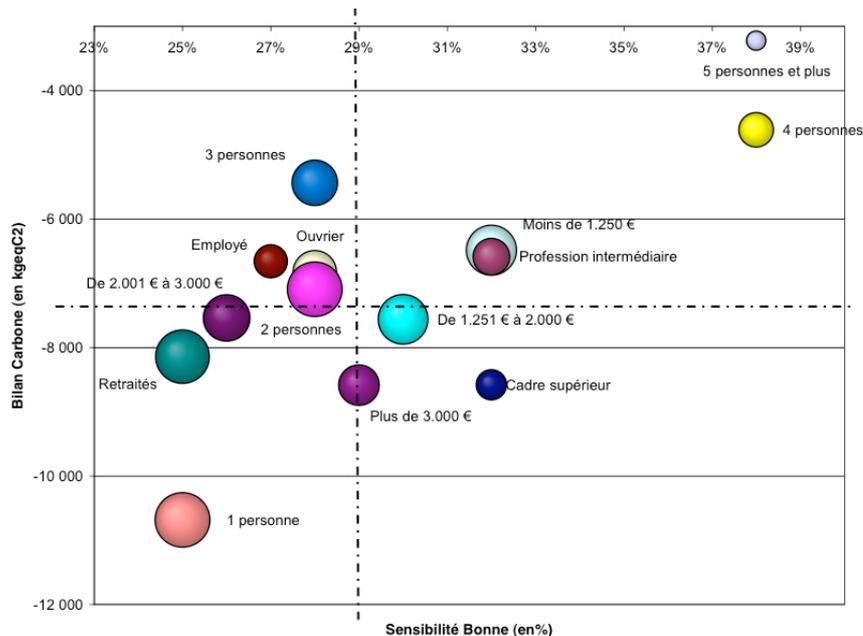
Une piste d'action complémentaire pourrait consister à opérer, en plus d'une enquête quantitative portant sur l'ensemble de la population, des enquêtes qualitatives sur des groupes spécifiques afin d'identifier plus précisément les motivations et les déterminants des comportements, mais aussi les actions les plus efficaces pour générer des changements au sein de ces populations spécifiques (cf. encart ci-après).

Zoom sur... Deux études récentes qui vont dans le sens d'une observation des mode de vie énergétique

Pour terminer cette partie, il nous faut citer deux études très récentes qui vont pour partie dans le sens des préconisations évoquées ci-dessus : l'une à caractère plutôt quantitative, l'autre davantage qualitative.

L'observatoire du bilan carbone des ménages - La première étude a été menée dans le cadre de « l'observatoire du bilan carbone des ménages » par l'institut de sondage IPSOS et Logica Business Consulting (2011). Il s'agit en fait d'une enquête qui, pour l'instant, n'a été réalisée qu'une fois, en 2010, auprès d'un échantillon de 2036 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population des foyers français (sur la méthode des quotas fonction du sexe, de l'âge et de la profession du chef de famille, de la taille du foyer, de la catégorie d'agglomération et de la région). Le principe général consiste à croiser la mesure du bilan carbone des ménages (méthode développée par l'Ademe) avec leur caractéristiques sociodémographiques et leurs opinions (sensibilité environnementale et intention d'action). L'étude permet ainsi de croiser certaines variables et de voir comment elles influencent le bilan carbone des ménages : par exemple la taille du foyer, l'âge des individus, leur catégorie socioprofessionnelle ou encore leur sensibilité à l'égard des questions environnementales.

L'étude montre par exemple que la sensibilité environnementale joue un rôle relativement à la marge, tandis que le niveau de revenus et le nombre de personnes dans le foyer ont au contraire un effet très important sur le bilan. Enfin, le rapport étudie la dispersion des réponses et identifie des secteurs de consommation sur lesquels il semblerait pertinent d'agir en priorité. On notera toutefois que le traitement des données ne cherche pas à établir des profils de modes de vie en rapprochant des variables, comme le font les enquêtes se référant généralement à la notion de « mode de vie » ou « style de vie ».



Typologie des ménages français en fonction de leur bilan carbone et de leur sensibilité environnementale (IPSOS & Logica Business Consulting, 2011).

Les enquêtes de budget carbone individuel – Une autre étude très récente, menée par le bureau d'études TEC (2012), a quant à elle cherché à approfondir la question des déterminants des comportements générant des gaz à effet de serre. Le processus d'enquête qualitatif consistait en particulier, « à partir d'un dispositif expérimental mené sur un échantillon de ménages – la réalisation d'une empreinte carbone et la simulation d'une réduction guidée par l'enquêteur – de comprendre les déterminants micro-économiques et les facteurs psychoculturels expliquant les arbitrages des ménages. Pour finalement aboutir à un certain nombre de recommandations sur les mesures clés, les groupes sociaux et moments de la vie qui semblent les plus adaptés, et les outils d'accompagnement possibles de ces ménages. » (TEC, 2012) L'étude en question s'avère du coup assez complémentaire de la précédente puisqu'elle cherche à explorer des éléments que les enquêtes quantitatives ont du mal à déterminer précisément : à savoir comment s'opèrent les choix, les arbitrages ; comment sont perçus les résultats des empreintes carbonées individuelles réalisées ; quels éléments de changement sont acceptés ou rejetés (et quelle est l'efficacité de ces changements) ; quels moments de la vie semblent plus favorables pour générer des changements de mode de vie ; et enfin, quelles stratégies d'accompagnement sont les plus pertinentes.

Une piste de convergence des deux types d'enquête susmentionnées pourrait consister à établir une enquête quantitative régulière sur un échantillon représentatif de population (par exemple tous les 5 ans), puis d'opérer des zooms (par exemple annuels) sur des catégories de population ayant des modes de vie spécifiques afin de mieux identifier les déterminants du comportement et les leviers de changement les plus adaptés.

Conclusion et résumé

Constatant qu'une partie non négligeable des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre relève directement des choix réalisés par les individus et les ménages, l'objet de ce travail consistait à explorer très en amont la possibilité d'opérer une forme de suivi ou, tout du moins, d'observation des « modes de vie énergétiques » sur un territoire.

Le premier chapitre nous a permis de constater que la notion de mode de vie était apparue relativement récemment. Elle s'est renforcée et banalisée dans les pays occidentaux dans le courant des trente glorieuses, période qui va se caractériser par une augmentation importante du niveau de vie matériel et une diversification des façons de vivre et de consommer. On constate alors que le niveau de vie, l'âge ou encore l'appartenance à telle ou telle catégorie socioprofessionnelle ne suffisent plus à expliquer les types de comportement de consommation. Ainsi, un même niveau de vie peut renvoyer à différents modes de vie ; et un même type de comportement peut concerner différentes catégories socioprofessionnelles. C'est à partir de ce constat qu'un certain nombre de chercheurs vont progressivement s'attacher à mieux comprendre et décrire les modes de vie. Dans les années 1960 et 1970, c'est d'abord dans le domaine de la publicité et du marketing que des outils d'observation vont être développés, dans le but de mieux cerner les comportements des consommateurs. Plus récemment, les préoccupations liées à l'urbanisme, au logement ou encore à l'environnement ont renouvelé l'intérêt porté à ces méthodes de description des modes de vie. Dans tous les cas, les démarches proposées pour décrire et observer les modes de vie suivent peu ou prou le même cheminement :

1. la définition précise du « mode de vie » correspondant à la préoccupation ciblée (ex. : « sociostyle » pour la consommation de biens et services, « modes de vie résidentiels » pour le choix de résidence, etc.) ;
2. l'établissement d'une méthode d'enquête quantitative permettant de décrire les comportements et comprendre les motivations (souvent sur la base d'un double questionnement : opinions/motivations et comportements/pratiques) ;
3. le traitement des données d'enquête permettant de dégager des corrélations et/ou constituer des groupes homogènes d'individus partageant certaines caractéristiques (autrement dit, ayant des « modes de vie » similaires).

Dans le second chapitre, nous avons exploré la notion de « mode de vie énergétique » sur la base des informations recueillies dans le chapitre précédent. Une définition très générique des modes de vie énergétique est proposée : le mode de vie énergétique pourrait ainsi être entendu comme « *une composition de choix opérés par un individu ou un ménage afin de répondre à différentes fonctions (se nourrir, se loger, se déplacer, consommer et se divertir) qui génèrent directement ou indirectement une consommation plus ou moins importante d'énergie.* » Plusieurs outils permettant de décrire le profil énergétique d'un individu sont mentionnés et pourraient servir de support à la construction d'un questionnaire. Nous suggérons que ces questionnaires « quantitatifs » relatifs aux comportements soient accompagnés de questionnaires relatifs aux opinions et motivations ; ceci afin de faire émerger non seulement des profils énergétiques (comportements) mais aussi des facteurs explicatifs de ces comportements – motivations, contraintes, croyances, etc.

Bibliographie

- Baudrillard J., 1970. *La Société de consommation*, Gallimard, Paris.
- Boucher S., 2009. *Héros ordinaires. Repérages d'initiatives sobres en carbone dans l'agglomération lyonnaise*. Plan Climat Grand Lyon, Grand Lyon métropole des Savoirs, Grand Lyon, DPDP, Lyon.
- Bourdieu P., 1972. *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Droz, Paris.
- Cathelat B., 1985. *Styles de vie*, Editions d'Organisation, Paris.
- CCA – Centre de Communication Avancée, 2012. *Vos questions*, Texte en ligne, URL : <http://www.lecca.com/questions.html>
- Curie J., Caussade G., Hajjar V., 1986. « Comment saisir les modes de vie des familles », in *L'Esprit des Lieux*, pp.313-349, Edition du CNRS.
- Curie J. 1995. « Temps et mode de vie », *Temporalistes*, n° 30, juillet 1995, pp. 3-4.
- Damon J. (dir.), 2011. *Villes à vivre. Modes de vie urbains et défis environnementaux*, Odile Jacob, Paris.
- Dawkins E., Roelich K., Owen A., 2010. *A Consumption Approach for Emissions Accounting - the REAP Tool and REAP Data for 2006*, Stockholm Environment Institute, Stockholm.
- ENSM-SE – Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne, Empreinte écologique sarl & Terr(e)itoires, 2007. *Etude expérimentale de l'utilisation de l'empreinte écologique dans le cadre du renouvellement d'un quartier urbain*, ENSM-SE, Saint-Etienne.
- Georgakakis D., 1997. « Une science en décalage ? Genèses et usages des sociostyles du Centre de communication avancée (1972-1990) », In *Genèses*, n°29, pp. 51-74.
- Grand Lyon, 2009. *Diagnostic climat : ce qu'il faut savoir pour agir dès maintenant !* Grand Lyon, Lyon.
- Greffet P., 2011. « De l'intention à la pratique », pp. 27-38, in SOeS – Service de l'Observation et de la Statistique. *Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011*, Commissariat Général au Développement Durable, Paris.
- Greffet P., 2011b. « Le niveau de vie, principal déterminant des pratiques environnementales », pp. 39-50, in SOeS – Service de l'Observation et de la Statistique. *Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011*, Commissariat Général au Développement Durable, Paris.
- IPSOS & Logica Business Consulting, 2011. Observatoire du bilan carbone des ménages, Ipsos, Freen Inside, Logica Business Consulting, Paris. URL : <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/observatoire-bilan-carbone-menages>
- Kempf H., 2007. *Comment les riches détruisent la planète*, Editions du Seuil, Paris.
- Lemel, Y. 1994. Présentation du dossier « mode de vie », in *Sociétés contemporaines*, n°17, Mars 1994, pp 7-10.
- Levi-Strauss, C., 1949, *Les structures élémentaires de la parenté*, PUF, Paris.
- Market Audit, 2012. *Sociostyles ou styles de vie*, Texte en ligne, URL : <http://www.market-audit.com/Sociostyles-ou-Styles-de-Vie.html>
- Maslow A., « A Theory of Human Motivation », in *Psychological review*, n°50, pp. 370-396
- Maurice M., Deloménie D., 1976. *Mode de vie et espaces sociaux, processus d'urbanisation et différenciation sociale, dans deux zones urbaines de Marseille*, Ouvrage publié avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique et de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Mouton.
- Mauss, M., 1923-1924, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », l'année sociologique.

Mingot F., 1999. *Les styles de vie : résumé*. Fiche de lecture de DESS contrôle de gestion.

URL : <http://lverdon.free.fr/resumes/vie.htm>

Plummer, J.T., 1974. « The Concept of Life Style Segmentation », in *Journal of Marketing* n°38, pp.0 33–7.

Poupat B., 2011. « Des pratiques environnementales sous contrainte », pp. 19-26 in SOeS – Service de l'Observation et de la Statistique. *Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011*, Commissariat Général au Développement Durable, Paris.

Ramos J.M., 1988, " De la gestion du temps à sa représentation sociale ", Technologies, Idéologies, Pratiques.

Rokeach M., 1968. *Beliefs, Attitudes and Values: A Theory of Organization and Change*, Jossey-Bass, San Francisco.

SOeS – Service de l'Observation et de la Statistique, 2011. *Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011*, Commissariat Général au Développement Durable, Paris.

Sue, R., 1994. *Temps et ordre social*, Presses Universitaires de France, Paris.

TEC – Tourisme, Transports, Territoires, Environnement Conseil, 2012. Le budget carbone individuel : de la théorie à la pratique, TEC Conseil, Marseille. URL : http://www.tec-conseil.com/gicc_budgetcarbone

Thomas M-P., Adly H., Pattaroni L., Kaufmann V., Galloux S., 2011. *Choix résidentiels et modes de vie dans l'agglomération franco-valdo-genevoise*, LaSUR, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, Lausanne.

TNS Sofres, 2010. *Villes à vivre 2010. Observatoire Véolia des modes de vie urbains*. Véolia Environnement, Paris.

Triandis H.C., 1971. *Attitude and attitude change*, John Wiley & Sons, Hoboken.

UNEP - United Nations Environment Programme, 2011. *Visions for change : recommandations for effective policies on sustainable lifestyles*, Ed. UNEP Division of Technology, Industry & Economics, Paris.

Valette-Florence P., 1994. *Les styles de vie : bilan critique et perspectives*, Dunod, Paris.

Vincke P., 2002. « Lifestyle Segmentation : From attitudes, Interest and Opinions, to Values, Aesthetic Styles, Life Visions and Media Preferences », in *European Journal of Communication*, n°17, pp. 445-463



© Banksy